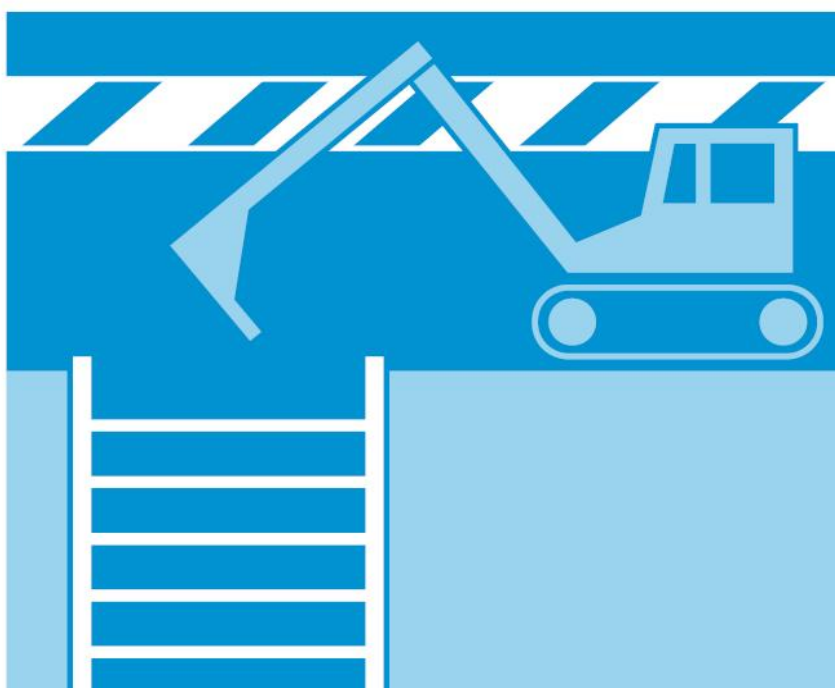


Exigences minimales en matière de santé et de sécurité pour les entrepreneurs

Version 1.0
Juillet 2021



UNOPS. Exigences minimales en matière de santé et de sécurité pour les entrepreneurs

Le présent document décrit les dispositions minimales en matière de santé et de sécurité au travail ainsi que les performances attendues des entrepreneurs de l'UNOPS

Version 1.0 - 2021

Émission pour impression : Juillet 2021

© UNOPS 2021

Tous droits réservés. La reproduction de toute information tirée de cette publication doit être accompagnée d'une référence au titre et à l'emplacement du site Internet de ce document.

L'UNOPS a pris toutes les précautions raisonnables pour vérifier les informations contenues dans la présente publication. Toutefois, le matériel publié est diffusé sans aucune garantie, expresse ou implicite. La responsabilité de l'interprétation et de l'utilisation dudit matériel incombe au lecteur. En aucun cas, l'UNOPS ne saurait être tenu responsable des préjudices subis du fait de son utilisation.

Cette publication peut être reproduite à des fins personnelles mais ne peut être autrement reproduite ou conservée dans un système d'extraction ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique, photocopie, enregistrement ou autre, sans l'autorisation écrite préalable de l'UNOPS.

Publié et maintenu par l'Unité Santé, Sécurité, Gestion Sociale et Environnementale. Contactez hsse@unops.org pour obtenir des commentaires concernant cette publication.

Le présent document peut être cité comme suit :

Les auteurs principaux de ce document étaient Mufaro Gerald Mukwashi et Itai Mukuvari. Plus de 30 collègues de l'UNOPS ont examiné le document et proposé des suggestions utiles qui améliorent le contenu et ont contribué à rendre les exigences plus adaptées aux opérations de l'UNOPS.

Cette version des exigences en matière de santé et de sécurité de l'UNOPS a été adoptée pour :
[insérer le nom du projet].

Les sections du document-cadre des exigences relatives à la santé et à la sécurité qui ne sont pas applicables ont été supprimées et des exigences particulières ont été ajoutées.

L'adaptation du document-cadre des exigences en matière de santé et de sécurité a été effectuée par :
[insérer le nom] le [insérer la date d'achèvement].

Table de matières

1. DÉFINITIONS	1
2. BUT ET MODALITÉS D'UTILISATION DU PRÉSENT DOCUMENT	3
3. PRINCIPES GÉNÉRAUX	4
4. RÈGLES D'OR DE L'UNOPS	4
5. EXIGENCES SPÉCIFIQUES AU PROJET	6
6. RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES ENTREPRENEURS	6
6.1 Représentant de l'Entrepreneur/Directeur Général de l'Entrepreneur (ou équivalent)	6
6.2 Coordinateurs(-trices) de santé et de sécurité au travail	6
6.3 Superviseur(s)	7
6.4 Gestion des Sous-traitants	8
7. EXIGENCES RELATIVES AU PLAN DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ	8
8. ÉTABLISSEMENT DU CHANTIER	9
8.1 Établissement du Chantier	9
8.2 Signalisation	11
8.3 Coordination du Chantier	11
9. PERMIS DE TRAVAIL	12
10. EXIGENCES EN MATIÈRE D'ÉQUIPEMENT (GÉNÉRAL)	12
10.1 Exigences générales	12
11. EXIGENCES EN MATIÈRE D'ÉQUIPEMENT (MACHINES/ÉQUIPEMENTS MOBILES)	13
11.1 Exigences générales	13
11.2 Exigences relatives au Chantier	14
11.3 Carburant / ravitaillement des véhicules	15
11.4 Grues	16
11.5 Autres machines mobiles - chariots élévateurs/excavateurs/chargeuses frontales et chargeuses à direction à glissement	17
12. SUPERVISION DES TÂCHES CRITIQUES	17
13. TRAVAUX EN HAUTEUR	17
13.1 Prescriptions générales pour les travaux en hauteur	17
13.2 Équipement de protection contre les chutes	18
13.3 Ouvertures dans lesquelles les gens pourraient tomber	19
13.4 Interdictions (travaux en hauteur)	19
14. ÉCHAFAUDAGE	19
14.1 Exigences générales	19
14.2 Installation, altération et démontage	20
15. ÉCHELLES (PORTABLES)	20
15.1 Exigences générales	20
15.2 Utilisation des échelles	21
16. EXCAVATIONS	21
16.1 Exigences générales	21
16.3 Lignes de réseaux souterraines	22
16.4 Matériaux excavés	23
17. TRAVAUX DE DÉMOLITION	23

18. FONCTIONNEMENT DES CENTRALES À BÉTON, DES INSTALLATIONS DE CONCASSAGE ET DES BANCS D'EMPRUNT	23
18.1 Centrales à béton et installations de concassage	23
18.2 Bancs d'emprunt	24
19. TRAVAIL PAR INTEMPÉRIE	24
19.1 Travaux de construction effectués pendant les orages	25
19.2 Fonctionnement des grues par temps de pluie ou de neige	25
19.3 Travaux de construction réalisés sous la pluie/la neige	25
19.4 Activités d'échafaudage par intempérie	25
19.5 Tous les utilisateurs d'échafaudages doivent :	25
19.6 Conduite par intempérie	26
20. LEVAGE/ABAISSEMENT DES CHARGES À LA MAIN (CORDAGE)	26
20.1 Exigences générales	26
20.2 Exigences en matière de charge	26
20.3 Exigences en matière de cordage	27
20.4 Besoins en personnel	27
21. STOCKAGE TEMPORAIRE ET UTILISATION DE LIQUIDES INFLAMMABLES	27
21.1 Exigences générales	27
22. PRÉCAUTIONS CONTRE LES INCENDIES	28
22.1 Exigences générales	28
22.2 Zones fumeurs désignées	28
23. TRAVAILLER À PROXIMITÉ DES ENVIRONNEMENTS AQUATIQUES	29
23.1 Exigences générales	29
24. EMPILEMENT ET STOCKAGE	29
24.1 Exigences générales	29
25. ENTRETIEN ET PROPRETÉ	30
25.1 Exigences générales	30
26. INSTALLATIONS DU PERSONNEL DE CHANTIER	30
26.1 Exigences générales	30
27. EAU POTABLE	31
27.1 Exigences générales	31
28. HYGIÈNE GÉNÉRALE	31
28.1 Exigences générales	32
29. ÉVALUATION DES RISQUES	32
29.1 Exigences générales	32
29.2 Exemples de risque type du projet	33
30. INSPECTIONS D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ	35
30.1 Exigences générales	35
31. SIGNALEMENT DES INCIDENTS	35
31.1 Exigences générales	35
31.2 Actions immédiates suite à un incident	36
32. MESURES D'URGENCE	37
32.1 Exigences générales	37
33. GESTION DES DÉCHETS	37
33.1 Exigences générales	37

34. ÉQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUELLE	38
34.1 Exigences générales	38
34.2 Sélection des EPI	38
35. ACCUEIL, INTÉGRATION ET FORMATION À LA SÉCURITÉ	39
35.1 Exigences générales	39
35.2 Formation	39
35.3 Initiation à la sécurité	40
36. RÉUNIONS D'INFORMATION ET INSTRUCTIONS QUOTIDIENNES	40
36.1 Exigences générales	40
36.2 Instructions sur les tâches à effectuer	40
37. RÉUNIONS DE CHANTIER SUR LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ	41
37.1 Exigences générales	41
38. DOCUMENTATION HS EN FIN DE TRAVAUX	41
38.1 Exigences générales	41
39. MESURES DE LA PERFORMANCE	42
39.1 Exigences générales	42
40. HYGIÈNE PROFESSIONNELLE	42
40.1 Éclairage	42
40.2 Ventilation et température	42
40.3 Matières dangereuses	43
40.4 Bâtiments et installations	43
40.5 Amiante	44
40.6 Ateliers	44
40.7 Laboratoires de test des matériaux de construction sur le Chantier	44
41. REFERENCES	45

1. DÉFINITIONS

Évaluation des risques de base	L'évaluation des risques de base est l'évaluation qui identifie et documente tous les dangers potentiels, les événements indésirables, les causes, les conséquences et les niveaux de risque inhérents dans une zone géographique. Elle est effectuée au début avant le démarrage des travaux. D'autres évaluations des risques devraient être effectuées à des étapes clés afin d'aborder plus en détail les risques et d'apporter des ajustements au contexte et aux changements qui auront eu lieu.
Espaces confinés	Un lieu de travail soumis à des restrictions de circulation (accès et sortie ; et espace de travail) et exposé à des substances nocives (air avec de faibles niveaux d'oxygène, ou présence de gaz ou de substances nocives).
Maître d'Œuvre	Une personne physique ou morale compétente en charge de la gestion des processus de construction physique et de la coordination, de l'administration et de la gestion des ressources sur un chantier.
Responsable de travaux	Une personne compétente chargée de superviser les activités de construction sur un chantier.
Travaux de construction	Tous travaux liés à la construction, à l'installation, à l'altération, à la modernisation, à la rénovation, à la réparation, à la démolition ou au démantèlement des infrastructures physiques.
Contrat	L'Acte d'Accord, qui comprend les Conditions Générales et Particulières, les Annexes et autres documents (le cas échéant).
Entrepreneur	L'entité nommée en tant qu'« Entrepreneur » dans le Contrat conclu entre l'UNOPS et un prestataire de services.
Équipements de l'entrepreneur	Tous les appareils, machines, véhicules et autres éléments nécessaires à l'exécution et à l'achèvement des Travaux ainsi qu'à la réparation de tous défauts, à l'exclusion des Travaux Temporaires, des Équipements du maître d'ouvrage (le cas échéant), des installations, des matériaux et autres éléments destinés à constituer les Travaux Permanents ou à en faire partie.
Personnel de l'entrepreneur	Le représentant de l'entrepreneur et tout le personnel que l'entrepreneur utilise sur le site, ce qui peut inclure le personnel, la main-d'œuvre, les agents et autres employés de l'entrepreneur et de chaque sous-traitant, et tout autre personnel assistant l'entrepreneur dans l'exécution des travaux.
Employé	Désigne une personne engagée par une organisation, quelle que soit les modalités de son contrat.
Incident mortel	Toute blessure ou maladie liée au travail qui entraîne la mort, y compris le décès de personnes externes à l'UNOPS en raison des activités de l'organisation.
Plan de Santé et de Sécurité	Une blessure ou une maladie professionnelle qui entraîne la mort. Il s'agit notamment des décès de personnes externes à l'UNOPS qui sont dus à des activités de l'UNOPS.
Travail à chaud	Tout procédé pouvant être une source d'inflammation lorsque des matériaux inflammables sont présents ou peuvent constituer un danger d'incendie

	indépendamment de la présence de matériaux inflammables sur le lieu de travail (p.ex. soudage, soudure, découpe et soudage par brasure).
Travail en hauteur	Exercer une activité dans une position où la personne peut tomber à un niveau inférieur. La personne peut se trouver au-dessus ou au-dessous du sol. Il comprend le fait d'être sur des plateformes de travail, des échelles ou près des bords.
Incident	Événement indésirable ayant entraîné ou susceptible d'entraîner la mort, des blessures, des dommages matériels/aux équipements ou des impacts environnementaux ou sociaux.
Intempéries	Tout événement météorologique susceptible d'avoir un impact négatif sur la santé et la sécurité, p.ex. vent de vitesse supérieure à 30 km/h (20m/h), orage électrique dans un rayon de 10 km, ou pluie supérieure à 40 mm/h.
Blessure ou maladie avec arrêt de travail	Une blessure ou une maladie liée au travail qui a pour conséquence qu'une personne n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions pendant au moins sept (7) jours consécutifs, y compris les jours qui ne sont pas normalement travaillés comme les week-ends.
Professionnel de la Santé et de la Sécurité (Conseiller, Spécialiste ou Analyste)	Une personne compétente désignée pour aider le Maître d'Œuvre à aborder les aspects d'hygiène et de sécurité sur le Chantier.
Équipements portatifs	Équipements qui ne sont pas fixés sur un poste de travail particulier mais peuvent facilement être déplacés d'un (1) endroit à l'autre. Les broyeurs, les perceuses et les machines à souder sont des exemples d'équipements électriques portatifs. Les équipements auxiliaires, tels que les rallonges, les prises et les douilles, utilisés avec des outils portatifs sont également classés comme des équipements portatifs.
Équipement de Protection Individuelle (EPI)	Vêtements ou équipements utilisés par des personnes pour se protéger contre les dangers sur le lieu de travail. Par exemple, les uniformes, les casques, les harnais complets et les visières.
Chantier	Les lieux sur lesquels les Travaux Temporaires et les Travaux Permanents doivent être réalisés, et auxquels les installations et les matériaux doivent être livrés comme indiqué à l'Annexe du Plan du Chantier, et tout autre lieu qui pourrait être spécifié dans le Contrat comme faisant partie du Chantier.
Conditions du chantier	<p>Toutes les conditions relatives au Chantier, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la forme et la nature du Chantier, comprenant l'état de la surface du sol, la géologie du sous-sol et l'état et toutes les autres caractéristiques physiques du sol, au-dessus ou en dessous de ce dernier, qui peuvent affecter l'exécution par l'Entrepreneur de ses obligations aux termes du présent Contrat ; b. les conditions générales et locales pour l'environnement, la météorologie, les activités sismiques, hydrologiques, et hydrographiques, les conditions climatiques, les conditions océaniques et sous-marines ;

	<ul style="list-style-type: none"> c. l'ampleur et la nature des travaux et des fournitures nécessaires à l'exécution et à l'achèvement des Travaux et à la correction des vices éventuels ; d. les lois, procédures et pratiques du travail du pays ; et e. la disponibilité et la qualité de l'accès, de l'hébergement, des installations, du personnel, de la main-d'œuvre, de l'électricité, du transport, de l'eau, de l'évacuation des eaux usées, du stockage ou des matériaux permanents et temporaires, ainsi que tous les autres services et services publics nécessaires à l'exécution des Travaux conformément au Contrat.
Sous-traitant	Toute personne nommée dans le Contrat en qualité de sous-traitant, ou toute personne désignée en tant que sous-traitant ou fournisseur de matériaux ou d'installations, y compris tout Sous-traitant Nommé ou Sous-traitant Autorisé, pour une partie des Travaux, ainsi que les ayants droit et ayants cause de chacune de ces personnes.
Coordinateur technique	Pour les besoins des présentes exigences, le Coordonnateur Technique est le personnel de l'UNOPS qui dirige les équipes dans la livraison des lots de travaux et rend compte au Chef de Projet. Le rôle de coordinateur technique est généralement attribué aux Superviseurs de Chantier, à l'Ingénieur de Chantier ou au Maître d'Œuvre de l'UNOPS.
Travaux	Les Travaux Permanents et les Travaux Temporaires, ou l'un ou l'autre, selon le cas, et toutes les autres tâches que l'Entrepreneur sera tenu d'accomplir pour s'acquitter de ses obligations aux termes du Contrat.
Informations sur les travaux/ Périmètre des travaux	Les travaux ou services devant être exécutés ou fournis par l'Entrepreneur ou le prestataire de services.

2. BUT ET MODALITÉS D'UTILISATION DU PRÉSENT DOCUMENT

- 2.1. L'objectif de ces exigences est d'établir le niveau minimum de performance en matière de santé et de sécurité au travail (HS) qui s'applique à l'UNOPS et aux lieux de travail au sein de l'UNOPS Il s'applique aux activités exercées par les entrepreneurs et sous-traitants de l'UNOPS. Les soumissionnaires pour des travaux de l'UNOPS doivent tenir compte de ces exigences lors de la tarification de leurs offres et, par conséquent, s'assurer que leur système HS satisfait à ces exigences ou à des exigences plus strictes s'ils se voient attribuer un contrat pour effectuer des travaux au nom de l'UNOPS.
- 2.2. Les Entrepreneurs sont tenus de s'assurer que leur personnel de projet et leurs Sous-traitants sont informés de ces exigences du HS de l'UNOPS et/ou des exigences légales spécifiques au pays (les plus strictes s'appliqueront dans tous les cas) et qu'ils s'y conforment.
- 2.3. Ce document est ajusté à chaque processus d'appel d'offres particulier, car il peut y avoir certaines sections qui ne s'appliquent pas aux travaux précis pour lesquels un entrepreneur soumet une offre ou certaines exigences spécialisées propres aux travaux à exécuter peuvent être manquantes. Il est donc important de s'assurer que les entrepreneurs potentiels utilisent le document qui a été adapté au projet et fourni dans le cadre des documents d'appel d'offres.

3. PRINCIPES GÉNÉRAUX

- 3.1. Les exigences HS décrivent les exigences minimales qui doivent être mises en place pour se conformer à la politique HS de l'UNOPS.
- 3.2. L'UNOPS prépare un Plan HS pour le projet. Les entrepreneurs potentiels doivent inclure un Plan HS dans leur offre ou leur proposition visant à répondre aux exigences HS pour les travaux qu'ils proposent d'entreprendre pour l'UNOPS. Après l'émission du Contrat, l'Entrepreneur veillera à ce que son Plan soit mis à jour afin d'inclure les conditions particulières sur le Chantier, les équipements à apporter sur le Chantier, et les compétences de la main-d'œuvre qu'ils embauchent pour les Travaux. Le Plan doit également être aligné sur le Plan HS général du projet préparé par l'UNOPS et doit être soumis à l'approbation de l'UNOPS dans un délai de 21 jours à compter de la Date de Commencement. Voir la [Section 7](#) pour plus de détails sur le Plan HS de l'Entrepreneur.
- 3.3. Les manquements aux exigences HS seront traités conformément aux Conditions Générales du Contrat Légal conclu entre l'UNOPS et le Prestataire de Services.
- 3.4. L'Entrepreneur et les Sous-traitants doivent s'assurer que toutes les règles, instructions et signalisations relatives aux travaux sont communiquées dans une ou plusieurs langues comprises par la main-d'œuvre.
- 3.5. Il incombe à l'Entrepreneur de s'assurer que l'ensemble de ses Sous-traitants adhèrent aux exigences de l'UNOPS.

4. RÈGLES D'OR DE L'UNOPS

- 4.1. L'UNOPS a identifié 10 Règles d'or (afin d'aborder les risques critiques et la protection des vies) pour les employés, les entrepreneurs et les visiteurs. Les règles requièrent l'attention de la direction au-delà des présentes Exigences HS. Dans l'esprit de l'engagement Objectif Zéro de l'UNOPS, ces règles doivent être strictement appliquées et surveillées.

Ces règles sont résumées ci-dessous :

Règle	Description
1	Compétence Nul ne doit effectuer un travail à moins qu'il ne soit compétent (habilité, qualifié, expérimenté et qu'il ait suivi une formation spécifique à l'emploi), ne dispose de ressources adéquates pour cette tâche et qu'il soit autorisé à l'accomplir. Chaque personne travaillant au sein l'UNOPS doit être avertie des dangers et signaler immédiatement les actes et conditions dangereux. Les plans, l'équipement et les dispositions d'urgence doivent être en place et chaque personne doit savoir comment agir en cas d'urgence.
2	Travail en hauteur Toujours utiliser une protection adéquate contre les chutes (accès sûr, plate-forme sécurisée, bords protégés, protection antichute et arrêt des chutes) lorsque vous travaillez en hauteur.

3	Électricité Nul ne doit installer, réparer ou altérer les installations électriques à moins qu'il ne soit compétent (habilité, qualifié, expérimenté et qu'il ait suivi une formation spécifique à cet effet), ne dispose de ressources adéquates pour cette tâche et qu'il soit autorisé à l'accomplir.
4	Sources d'énergie S'assurer que toutes les sources d'énergie ont été isolées et verrouillées et que l'énergie stockée a été libérée/sécurisée avant d'entreprendre une tâche. Par exemple, l'arrêt et le verrouillage pour empêcher les démarrages accidentels et l'exposition accidentelle à des sources d'énergie telles que les conducteurs électriques sous tension non isolés.
5	Règles de circulation Tout le personnel doit suivre les règles de circulation sur les routes et sur le chantier. Les employés non autorisés, le grand public et les piétons doivent être séparés des installations, équipements et véhicules mobiles par des barrières physiques
6	Opérations de levage S'assurer que toutes les opérations de levage sont planifiées, supervisées et entreprises par le personnel compétent à l'aide d'équipements certifiés ayant la capacité requise pour les levages effectués. Ne jamais autoriser quiconque à se trouver sous la zone de déplacement ou de dépôt d'une charge suspendue.
7	Excavations Les zones d'excavation doivent être visiblement identifiées et protégées de l'effondrement ; elles doivent disposer de moyens d'accès et de sortie appropriés, et de barrières pour éviter les chutes.
8	Substances dangereuses Tout le personnel doit savoir manipuler, stocker et éliminer les substances chimiques ou dangereuses qu'il utilise dans le cadre de ses activités.
9	Espaces confinés Nul ne doit être autorisé à pénétrer dans un espace confiné, à moins qu'il ne soit adéquatement formé, ne dispose de tous les équipements de sécurité et de sauvetage requis et qu'il ne comprenne les procédures de travail développées spécifiquement pour son intervention en espace confiné.
10	Accumulations de liquides Toute personne travaillant dans ou autour d'accumulations d'eau/de liquide ou d'installations de stockage doit porter un gilet de sauvetage et ne jamais travailler seul.

Notez qu'il peut y avoir une règle ou un ensemble d'instructions spécifiques pour faire face à certains dangers particuliers tels que la pandémie de coronavirus. En tant que de besoin, ces règles ou instructions seront communiquées par écrit à l'Entrepreneur par le Chef de Projet de l'UNOPS.

5. EXIGENCES SPÉCIFIQUES AU PROJET

- 5.1. L'UNOPS se réserve le droit d'ajouter ou de supprimer des critères spécifiques décrits dans le présent document conformément aux exigences des évaluations des risques, des enquêtes sur les incidents et des inspections effectuées.
- 5.2. L'Entrepreneur sera responsable des exigences HS à compter de la Date de Commencement jusqu'à la délivrance du Certificat de Prise de Possession. En outre, l'Entrepreneur sera également responsable des exigences HS pendant la correction des vices durant la Période de Notification des Vices.
- 5.3. Le Représentant de l'UNOPS se réserve le droit de suspendre les Travaux, ou toute partie de ceux-ci, en raison d'un acte ou d'une situation dangereuse jusqu'à ce que les non-conformités identifiées aient été gérées comme il se doit. Ces suspensions sont aux frais de l'Entrepreneur.
- 5.4. L'Entrepreneur s'assurera que des mesures d'intervention d'urgence et de premiers soins soient mises en place sur le Chantier pendant toute la durée du projet.
- 5.5. L'Entrepreneur mettra en place, dans toute la mesure du possible, un Plan de Prévention Incendie pour gérer les risques d'incendie résultant de toute activité placée sous le contrôle de l'Entrepreneur et/ou de ses employés. Le Plan de Prévention Incendie doit comprendre le stockage et l'élimination des substances inflammables et/ou nocives/dangereuses (équipement d'élimination des déchets de carburant/peinture/combustible, etc.).
- 5.6. Avant de commencer les travaux, l'Entrepreneur soumet les registres de maintenance des équipements, y compris les registres d'étalonnage et de certification, le cas échéant, au Coordonnateur Technique de l'UNOPS aux fins d'inspection et d'acceptation. L'Entrepreneur est également tenu de fournir un plan de maintenance des équipements. L'ensemble de ces registres doit être tenu à jour pendant toute la durée du Contrat.
- 5.7. L'Entrepreneur doit veiller à ce que ses activités soient conformes à toutes les législations et codes nationaux applicables.

6. RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES ENTREPRENEURS

6.1 Représentant de l'Entrepreneur/Directeur Général de l'Entrepreneur (ou équivalent)

- 6.1.1. Le Représentant de l'Entrepreneur s'assurera que :

Tous les travailleurs de l'Entrepreneur et du Sous-traitant sous son contrôle direct se conforment pleinement aux présentes HS, à l'ensemble de la législation relative à la santé et la sécurité applicable, ainsi qu'à toutes les exigences HS spécifiques qui s'appliquent au service ou aux travaux que l'Entrepreneur exécute pour le compte de l'UNOPS.

6.2 Coordinateurs(-trices) de santé et de sécurité au travail

- 6.2.1. L'Entrepreneur nommera des Coordinateurs(-trices) de la Santé et de la Sécurité au Travail en nombre suffisant pour assurer la mise en œuvre effective des exigences HS. Au minimum, le

nombre ne doit pas être inférieur au nombre indiqué par l'équipe de projet de l'UNOPS dans les documents d'appel d'offres et le Contrat.

6.2.2. Le(La) coordinateur(-trice) de la Santé et de la Sécurité au Travail de l'Entrepreneur devra (au minimum) :

- Réaliser l'accueil sécurité des employés, intérimaires, sous-traitants et des visiteurs au Chantier
- Assurer la formation et la sensibilisation aux procédures
- Coordonner l'évaluation des risques pour les tâches courantes/non routinières
- Contribuer à l'établissement des instructions et procédures
- Faciliter le signalement et l'enquête des incidents
- Planifier et exécuter des exercices d'urgence et diffuser le retour d'expérience
- Effectuer des inspections sur le Chantier dans un format acceptable pour le Chef de Projet de l'UNOPS
- S'assurer que tous les écarts constatés lors des inspections et que les mesures correctives et préventives issues des incidents soient documentés et rectifiés à la date d'échéance fixée ou avant celle-ci
- Tenir un registre ventilé par sexe des salariés, des travailleurs temporaires et des Sous-traitants ayant reçu un EPI
- Vérifier l'adéquation et la sécurité de tous les travaux, outils et équipements proposés
- Contribuer à la conception des Travaux Temporaires
- Collaborer étroitement avec les autorités locales de santé et de sécurité
- Se conformer aux procédures d'audit et à la législation applicable
- Organiser et mener périodiquement des campagnes de sensibilisation santé sécurité ainsi que des événements de reconnaissance des travailleurs en matière de HS
- Organiser des réunions HS régulières

Il convient de noter que ces fonctions ne sont pas censées être exercées exclusivement par le (la) coordinateur(-trice) de santé et de sécurité au travail, mais elles peuvent être partagées par des superviseurs et d'autres personnes.

6.3 Superviseur(s)

Le niveau de surveillance a une incidence sur la performance HS, à cet effet, une supervision compétente devrait être assurée sur tous les lieux de travail en mettant l'accent sur les tâches critiques en matière de sécurité.

6.3.1. Pour déterminer le nombre de superviseurs compétents désignés, il est tenu compte de la nature et de l'étendue des travaux effectués. Le nombre de superviseurs doit être suffisant pour s'assurer qu'aucun chantier n'est laissé sans surveillance. À titre de guide général, il devrait y avoir au moins un (1) superviseur pour chaque chantier jusqu'à un maximum de 20 employés et un (1) superviseur pour 20 employés au-delà de ce nombre. Il faut davantage de superviseurs lorsqu'il y a un risque accru, lorsque les postes de travail sont éloignés les uns des autres et lorsque la législation nationale prévoit un niveau de supervision plus élevé.

6.3.2. Les superviseurs doivent s'assurer qu'un nombre suffisant de travailleurs compétents sont affectés à chaque tâche.

- 6.3.3. Les superviseurs doivent s'assurer que les outils et l'équipement sont adaptés à leur usage et utilisés en toute sécurité.
- 6.3.4. Les superviseurs doivent s'assurer que les dangers sur le lieu de travail ont été identifiés et que des contrôles efficaces sont en place pour y remédier.
- 6.3.5. Les superviseurs doivent s'assurer que les tâches essentielles à la sécurité sont surveillées directement dès leur début jusqu'à leur achèvement.

6.4 Gestion des Sous-traitants

L'Entrepreneur doit planifier et s'assurer qu'il existe des ressources et des contrôles adéquats pour assurer une bonne supervision des Sous-traitants qu'ils engagent. Cela inclut, mais sans s'y limiter, évaluer que :

- Le personnel du Sous-traitant dispose d'une compétence adéquate en matière de HS
- Le Sous-traitant dispose d'outils et d'équipements sûrs
- Le Sous-traitant satisfait à toutes les exigences légales du droit national
- Le Sous-traitant a reçu une formation adéquate pour s'assurer que les exigences en matière de HS sont respectées
- Des dispositions sont en place pour superviser adéquatement le travail du Sous-traitant afin de s'assurer que ce dernier travaille en toute sécurité à tout moment

7. EXIGENCES RELATIVES AU PLAN DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ

7.1. Les exigences suivantes sont des exigences minimales pour l'élaboration du Plan HS de l'Entrepreneur :

- 7.1.1. L'Entrepreneur préparera un Plan HS qui traite des risques clés dans les travaux qui lui ont été confiés. Le Plan sera mis à jour et aligné sur le Plan HS du Projet de l'UNOPS (ou le plan des installations si les travaux sont destinés à une installation) avant le début des travaux. Le Plan HS de l'Entrepreneur comprendra les éléments suivants :
 - Une évaluation des risques des étapes clés ou des activités clés des travaux confiés à l'Entrepreneur. L'évaluation des risques doit tenir compte de tous les risques HS, y compris les risques de décès couverts par les Règles d'Or de l'UNOPS (voir [Section 4](#)) et les facteurs de stress pour la santé au travail, tels que la présence de produits chimiques, de microorganismes et de conditions psychosociales telles que le stress qui a une incidence sur la santé mentale (y compris la prise en compte du risque plus élevé pour les femmes dans certaines situations)
 - Des procédures de travail sûres ou des instructions de travail pour les activités critiques pour la santé/à haut risque
 - Les exigences légales en matière de HS qui s'appliquent au travail
 - Des objectifs clés et objectifs visant à faire face aux risques (identifiés dans l'évaluation des risques) et à respecter les exigences de l'UNOPS décrites dans les présentes exigences
 - Des précisions sur les dispositions d'urgence qui comprennent les détails de la fourniture et de l'entretien des voies d'accès d'urgence, de l'équipement de lutte contre

les incendies, de l'équipement de premiers secours, des plans d'évacuation, du matériel de sauvetage, des exercices d'urgence, des coordonnées d'urgence et de la signalisation

- Les dispositions qui doivent être mises en place pour assurer une surveillance directe des activités à haut risque
- Le programme à suivre pour l'inspection de tous les lieux de travail, machines, outils et équipements, et les observations sur les tâches critiques sont réalisés
- Des contrôles critiques pour les risques mortels applicables. Ces contrôles peuvent inclure, sans s'y limiter, les systèmes de permis de travail (pour les espaces confinés, les excavations, les travaux à chaud et les travaux en hauteur), les contrôles de l'aptitude médicale pour les postes critiques pour la sécurité, les contrôles de compétences (habilitation, formation pratique pertinente) pour les postes critiques pour la sécurité, la maintenance périodique, l'étalonnage, la certification et les vérifications préalables à l'utilisation des équipements critiques pour la sécurité
- Des dispositions pour s'assurer que tous les incidents sont signalés et font l'objet d'une enquête
- Des dispositions visant à garantir que les mesures correctives et préventives pour les risques et les problèmes découlant des inspections et des incidents sont menées efficacement dans les délais fixés
- Un programme de formation et de sensibilisation qui identifie les besoins en formation du personnel, le type de formation à fournir et d'autres initiatives de formation et de renforcement des capacités pour faire face aux principaux risques HS identifiés et pour instaurer une culture de travail sûre

- 7.1.2. Pendant le processus d'appel d'offres pour les travaux, les soumissionnaires doivent soumettre une proposition de Plan HS qui comprend (mais sans s'y limiter) les aspects mis en évidence à la Section 7.1.1. Le plan est utilisé pour déterminer si un soumissionnaire répond aux exigences HS de l'UNOPS.
- 7.1.3. Dans les 21 jours suivant la Date de Commencement, l'Entrepreneur doit mettre à jour le Plan HS et le soumettre à l'approbation de l'UNOPS. Le Plan HS comprendra les risques liés à la mobilisation du Chantier, à l'établissement du Chantier et à la gestion des lots de travaux. Les mises à jour devront tenir compte des conditions particulières du Chantier, de l'équipement à apporter sur le Chantier, de la capacité de la main-d'œuvre disponible et d'autres facteurs qui ont une incidence sur les dangers sur le Chantier et les risques qu'ils posent.
- 7.1.4. L'Entrepreneur doit également aligner son Plan HS sur le Plan HS global de l'UNOPS pour le projet avant de demander l'approbation du plan.
- 7.1.5. Le Plan HS de l'Entrepreneur inclura tous les aspects couverts par les Sous-traitants de l'Entrepreneur. Il incombe à l'Entrepreneur de s'assurer que ses Sous-traitants sont comptabilisés dans la planification, la mise en œuvre, le suivi de la performance et la divulgation des exigences HS à l'UNOPS.
- 7.1.6. Lorsqu'un Plan HS est requis en vertu de la législation nationale, les Entrepreneurs doivent s'assurer que le Plan qu'ils élaborent couvre à la fois les exigences nationales et les exigences de l'UNOPS afin d'éviter d'élaborer un deuxième plan.

8. ÉTABLISSEMENT DU CHANTIER

8.1 Établissement du Chantier

- 8.1.1. Avant de se mobiliser sur le Chantier, l'Entrepreneur devra fournir un Plan d'Etablissement du Chantier au Chef de Projet de l'UNOPS pour approbation. Le plan comprendra, au minimum, les éléments suivants :
- a. L'aménagement du bureau et du Chantier (bureau du Chantier, base vie, position des équipements fixes tels que les grues à tour, les installations d'entretien et d'essai ; les zones piétonnes, les espaces de travail, les zones fumeurs et les coins repas ; et des installations sanitaires adéquates pour les hommes et les femmes)
 - b. Le contrôle des accès et la gestion du trafic (un plan détaillé de gestion du trafic doit être requis pour la construction qui affecte la circulation normale des véhicules sur les voies publiques)
 - c. Les points d'eau potable
 - d. Les points d'élimination des déchets
 - e. Les postes de nettoyage en cas de déversement
 - f. Les équipements de lutte contre les incendies
 - g. Les équipements de secours et les coordonnées des services d'urgence
 - h. Les équipements de premiers soins
 - i. Les aires de stationnement des véhicules
 - j. Le(s) point(s) de rassemblement
 - k. Les installations de stockage et les ateliers
 - l. Les installations d'hébergement des employés du chantier de construction (le cas échéant)
 - m. La protection des ouvrages, matériaux et éléments existants
 - n. L'éclairage et le tableau de distribution électrique principal (fourniture d'éclairage artificiel lorsque l'éclairage naturel est inadéquat, et éclairage de secours sur les voies d'évacuation)
 - o. Des dispositions spécifiques visant à remédier aux risques HS qui existent sur le lieu où le travail est effectué, p.ex. des dispositions visant à garantir que les employés ne soient pas exposés à des matières radioactives ou à des maladies infectieuses telles que l'Ebola ou le Coronavirus
- 8.1.2. Tous les espaces que l'Entrepreneur et ses Sous-traitants contrôlent et utilisent pour la livraison d'un projet de l'UNOPS doivent être fermés par une clôture sécurisée et identifiés avec la signalisation appropriée pour empêcher l'accès du public. Cela comprend les chantiers de construction, les bases vies et les sites associés tels que les bancs d'emprunt, les bassins de captage d'eau et les aires de stockage des matériaux. L'Entrepreneur est responsable de toutes les dispositions de sécurité de ces emplacements.
- 8.1.3. Lors de la planification de l'emplacement des installations du Chantier telles que les bureaux, les installations d'hébergement et de bien-être, l'Entrepreneur devra s'assurer que leur emplacement n'expose pas la zone environnante à des risques et/ou ne créent pas de nuisances/désagréments pour le public. Si une telle exposition ne peut être évitée, l'Entrepreneur doit prendre les mesures appropriées pour y remédier, p.ex. l'installation d'une isolation phonique pour répondre aux niveaux élevés de bruit et des filtres à air afin de remédier à la contamination de l'air.
- 8.1.4. Les bureaux du Chantier, les installations de stockage, les abris et autres installations doivent être construits selon les spécifications techniques et de fabrication appropriées approuvées

par l'UNOPS et doivent être maintenus en bon état et rangés en permanence. Le Chantier devra être conforme à la législation applicable et sera approuvé en conséquence.

- 8.1.5. Le Chef de Projet et le Coordonnateur Technique réaliseront une inspection commune formelle de l'établissement du Chantier avec l'Entrepreneur. Un rapport détaillant les conclusions sera soumis à l'Entrepreneur qui devra s'assurer que les écarts par rapport aux présentes exigences du HS de l'UNOPS sont corrigés dans un délai convenu.

8.2 Signalisation

8.2.1. Signalisation dans les zones d'établissement et de construction du Chantier

- a. Toutes les descriptions de signalisation doivent être faites en deux (2) langues, selon le cas : Une langue nationale ou internationale que les visiteurs non locaux peuvent comprendre (p.ex. anglais, français ou espagnol) et une langue locale. Les panneaux doivent contenir autant de visuels que possible pour faciliter la compréhension des messages pour les personnes ayant un faible niveau d'alphabétisation.
- b. Toutes les enseignes doivent être maintenues et conservées dans un état propre. L'excès de signalisation est interdit.
- c. Le(s) panneau(x) d'information indiquant les exigences minimales en matière d'EPI doivent être affichés aux endroits où les restrictions en matière d'EPI s'appliquent (p.ex. entrée des ateliers, zones de construction, etc.).
- d. Des panneaux seront mis en place pour identifier les clôtures physiques. Les panneaux doivent être visibles depuis tous les espaces ou les côtés à partir desquels les personnes peuvent s'approcher des clôtures.

8.2.2. Signalisation pour identifier le Chantier du projet, y compris les zones contrôlées par l'Entrepreneur

- a. Un site du projet doit être identifié avec un panneau d'affichage pour identifier le site du projet. Les zones de travail de l'Entrepreneur, les bases vie et tout autre endroit qui sont utilisés pour soutenir exclusivement le projet de l'UNOPS doivent être identifiés avec un panneau d'affichage.
- b. Lors de la décision du type de panneaux à utiliser, vous devez prendre en considération ce qui suit :
 - 1) Matériau résistant aux intempéries
 - 2) Matériau solide et durable (p.ex. métal, plastique dur)
 - 3) Taille appropriée (la taille possible des panneaux pourrait être de 1 mètre de haut par 0,5 mètre de large)

8.3 Coordination du Chantier

L'Entrepreneur met en place des modalités adéquates de coordination entre ses travailleurs et ceux d'autres entrepreneurs travaillant dans le même espace afin d'éviter les interactions pouvant entraîner des blessures ou des maladies. Par exemple, la communication et la planification du Chantier doivent permettre de s'assurer qu'un (1) travailleur de l'entrepreneur ne travaille pas en situation dangereuse (p.ex., sous la charge d'une grue pendant l'utilisation de la grue d'un autre entrepreneur), ou de s'assurer que la façon dont les installations de bien-être partagées sont utilisées par les travailleurs de l'entrepreneur n'expose pas les travailleurs de l'autre entrepreneur à des agents biologiques susceptibles de causer des maladies.

9. PERMIS DE TRAVAIL

9.1. L'Entrepreneur (y compris les Sous-traitants) se conformera au système de Permis de Travail (PT) de l'UNOPS portant sur les contrôles des risques critiques. Au minimum, les travaux nécessitant un PT doivent comprendre les travaux dans des espaces confinés, les travaux à chaud, l'excavation¹, le levage et les travaux en hauteur. Des exemples de formulaires de PT et de lignes directrices de l'UNOPS sont énumérés ci-dessous :

- Permis pour les espaces confinés (HS08)
- Permis pour travaux par points chauds (HS09)
- Permis d'excavation (HS10)
- Permis de levage (HS11)
- Permis pour travaux en hauteur (HS12)
- Permis de travaux sous tension (HS17)

9.2. L'Entrepreneur s'assurera que tous les membres du Personnel de l'Entrepreneur, y compris les superviseurs, qui effectueront des travaux couverts par le PT, ont suivi une formation à la sensibilisation sur les dangers et les contrôles clés des travaux. Nul ne doit démarrer des travaux réglementés par un permis avant de recevoir cette formation. L'Entrepreneur doit conserver les dossiers de formation signés par le personnel.

9.3. Les autres activités qui peuvent nécessiter une autorisation de PT ou d'évaluation des risques axée sur des enjeux spécifiques par le Coordonnateur Technique du Projet de l'UNOPS dans une zone de construction sont les suivantes :

- Travaux de démolition
- Utilisation d'explosifs
- Travaux à proximité de plans d'eau
- Travaux réalisés à proximité d'une ligne électrique aérienne
- Travaux de raccordement ou d'alimentation électrique
- Lieux à fort risque de découverte de restes explosifs de guerre (REG). Revoir les Conditions Générales du Contrat dans le Marché de Travaux pour voir les autres exigences prescrites par l'UNOPS concernant les restes explosifs de guerre.

10. EXIGENCES EN MATIÈRE D'ÉQUIPEMENT (GÉNÉRAL)

10.1 Exigences générales

10.1.1. L'Entrepreneur s'assurera que les outils et équipements sont identifiés, enregistrés, inspectés et déclarés sûrs par une personne compétente. Cela s'applique à tous les outils et équipements, y compris, mais sans s'y limiter, les outils manuels, les équipements électriques portables, les outils pneumatiques, les équipements fixes et les équipements mobiles (tels que les chargeuses frontales, les camions, les niveleuses, les bulldozers et les grues).

- 10.1.2. Le Coordonnateur Technique du Projet de l'UNOPS ne permettra pas à l'Entrepreneur d'apporter des outils ou des équipements sur le Chantier qui sont de qualité inférieure ou qui constituent une menace pour la santé et la sécurité des personnes. Les outils et les équipements comprennent les machines fixes, les équipements portatifs et les outils manuels. Les outils et équipements faits maison (tels que les échelles et les marteaux de fortune et les modifications de machines improvisées) sont strictement interdits. L'Entrepreneur est censé inclure le coût des outils et équipements standards dans son offre et les fournir pendant toute la durée des Travaux.
- 10.1.3. L'Entrepreneur doit s'assurer que tous les équipements électroportatifs font l'objet d'essais de sécurité électrique par un électricien compétent.
- 10.1.4. L'Entrepreneur devra immédiatement cesser toute activité réalisée en utilisant des outils et équipements qui ne respectent pas les normes et en aviser immédiatement le Coordonnateur Technique de l'UNOPS.
- 10.1.5. L'Entrepreneur s'assurera qu'aucune modification/aucun contournement des dispositifs de sécurité des équipements portatifs n'est effectué(e), p.ex., que l'interrupteur « homme mort » n'est pas désactivé pour faire fonctionner un broyeur de façon continue. Les superviseurs contrôlent et vérifient que les fonctions/dispositifs de sécurité sont en place et fonctionnent correctement.
- 10.1.6. Lorsqu'ils sont utilisés, tous les générateurs doivent avoir un bac de déversement/récupération d'huile. L'élimination des déchets contaminés par les huiles et des résidus d'huiles doit être effectuée en respectant l'environnement tout en réduisant le risque d'incendie.
- 10.1.7. L'Entrepreneur doit également prendre des précautions pour prévenir les risques d'incendie et la contamination de l'environnement dans la zone de stockage du combustible du groupe électrogène.
- 10.1.8. Tous les groupes électrogènes doivent être entretenus et utilisés conformément aux instructions du fabricant.
- 10.1.9. Les groupes électrogènes ne doivent pas être utilisés dans des espaces fermés où il n'y a pas de dispositif pour empêcher l'exposition du personnel aux fumées.
- 10.1.10. Les travaux électriques et le contrôle des installations électriques doivent être effectués par un électricien compétent. Les électriciens doivent s'assurer que des dispositifs de sécurité électrique tels que la mise à la terre, les fusibles et les disjoncteurs à courant résiduels sont en place pour limiter l'exposition des personnes à l'électricité.

11. EXIGENCES EN MATIÈRE D'ÉQUIPEMENT (MACHINES/ÉQUIPEMENTS MOBILES)

11.1 Exigences générales

- 11.1.1. L'Entrepreneur doit effectuer des inspections et une maintenance planifiées des équipements mobiles afin de s'assurer que l'équipement est sûr pour une utilisation conforme aux spécifications ou instructions du fabricant. Après vérification, le Coordonnateur Technique de l'UNOPS doit accepter l'utilisation de l'équipement mobile pour les travaux de l'UNOPS, afin de s'assurer que l'équipement peut être utilisé en toute sécurité.

- 11.1.2. L'équipement doit être réglable en fonction de la stature physique de l'opérateur.
- 11.1.3. Seul le personnel disposant d'une formation et d'une habilitation pour l'équipement mobile spécifique requis par la législation nationale est autorisé à utiliser l'équipement. Le Coordinateur Technique de l'UNOPS peut accepter des licences internationales équivalentes. L'Entrepreneur doit s'assurer que des copies des registres de la formation et des habilitations sont facilement disponibles pour inspection par l'UNOPS.
- 11.1.4. L'Entrepreneur est responsable de la planification et de la séparation des zones de circulation de véhicules, d'utilisation des machines et des zones piétonnes. La planification doit comprendre le contrôle de la circulation des véhicules par l'utilisation de voies de circulation à sens unique, de signaux lumineux, de personnes formées sur le terrain portant des vestes à haute visibilité pour diriger la circulation et/ou d'autres moyens de contrôler les déplacements sur le Chantier. Le Plan de Gestion de la Circulation doit être approuvé par le Chef de Projet de l'UNOPS.
- 11.1.5. L'Entrepreneur, en concertation avec l'UNOPS, veille à ce qu'une autorisation soit accordée par l'autorité locale ou nationale avant la mise en œuvre de toute modification de la gestion du trafic ayant une incidence sur la circulation sur les voies publiques.
- 11.1.6. L'Entrepreneur s'assurera que les risques liés à l'utilisation des équipements mobiles sont évalués et que les principaux dangers et leurs contrôles sont communiqués aux employés concernés.
- 11.1.7. L'intégration sur le Chantier doit comporter des mesures visant à empêcher les piétons d'entrer en contact avec les installations mobiles et les véhicules, et préciser comment la séparation est assurée.

11.2 Exigences relatives au Chantier

- 11.2.1. L'Entrepreneur s'assurera que seuls les travailleurs compétents, habilités et autorisés utilisent des équipements à tout moment.
- 11.2.2. Les ceintures de sécurité doivent être attachées sur les chariots élévateurs, les engins de terrassement ou toute autre machine de construction disposant d'un siège permanent.
- 11.2.3. Les conducteurs sont responsables du transport sécurisé de toutes les charges. Cela inclut la bonne sécurisation de toutes les charges au moyen de méthodes adéquates avec l'utilisation de dispositifs de fixation adéquats. Les charges dépassant des véhicules doivent être rendues visibles (p.ex. par l'utilisation de drapeaux rouges le jour et des feux clignotants de nuit). La méthode spécifique pour rendre visibles les charges dépassantes doit être alignée sur la législation nationale.
- 11.2.4. Toutes les machines mobiles du Chantier doivent être utilisées en toute sécurité et équipées de freins, de feux, de rétroviseurs, de pneus/chenilles en bon état, d'un klaxon, d'une échelle d'accès sécurisée (pour les cabines de l'opérateur surélevées), d'extincteurs et toute autre mesure supplémentaire qui pourrait être déterminée par le Coordonnateur Technique de l'UNOPS.
- 11.2.5. Tous les véhicules de construction doivent être équipés d'un gyrophare ou d'un clignotant orange et doivent comporter des alarmes de marche arrière/recul audibles.
- 11.2.6. Un fanion de signalisation ou de balisage (pour les véhicules à moteur légers) peut être requis sur les chantiers et sera prescrit par le Coordonnateur Technique de l'UNOPS.

- 11.2.7. Les véhicules non autorisés sont interdits sur le lieu des activités physiques liées à la mise en œuvre d'un Contrat de l'UNOPS.
- 11.2.8. Tous les chantiers routiers seront protégés par une barrière physique pour créer une zone sûre de 2 mètres. Cette barrière doit être visible la nuit.
- 11.2.9. Il y aura une séparation stricte entre piétons et véhicules de construction sur les chantiers. Les zones piétonnes et les itinéraires à emprunter par les véhicules de construction seront indiqués sur le plan du Chantier.
- 11.2.10. Les limitations de vitesse doivent être gérées de manière à assurer la sécurité de l'exploitation du site et de la circulation.
- 11.2.11. L'accès aux chantiers actifs ou inactifs par le Personnel de l'Entrepreneur et les visiteurs doit être limité aux personnes qui sont requises pour les travaux et qui ont été approuvées par l'UNOPS.
- 11.2.12. L'Entrepreneur doit s'assurer qu'il existe des dispositions adéquates pour la sécurité des enfants si un service de garde d'enfants est proposé aux parents qui travaillent. Les enfants ne seront pas admis sur le Chantier ou dans tout lieu où ils pourraient être blessés par des travaux sur ou à proximité du Chantier.
- 11.2.13. Les travailleurs ne seront pas autorisés à apporter des colliers ou des vêtements larges qui peuvent se coincer dans des machines tournantes.

11.3 Carburant / ravitaillement des véhicules

- 11.3.1. Toutes les zones de ravitaillement et d'entretien des véhicules doivent avoir une protection contre les déversements au sol, c'est-à-dire des revêtements de sol en béton/imperméables, des bacs de récupération et un séparateur d'hydrocarbures. Lorsque des déversements sont probables, l'Entrepreneur doit fournir un kit de déversement, et le personnel doit être formé à son utilisation.
- 11.3.2. Il doit y avoir un système de rétention (murs de protection pouvant prendre au moins 110 pour cent du volume total de liquides stockés) dans les endroits où des hydrocarbures liquides sont entreposés (p.ex. carburant, lubrifiants, huile usagée).
- 11.3.3. Les liquides inflammables doivent être stockés dans des récipients de stockage anti-feu loin des bâtiments et des matériaux combustibles. Les équipements de lutte contre les incendies doivent également être placés à des endroits facilement accessibles en cas d'incendie dans une zone de stockage de produits inflammables.
- 11.3.4. Lorsque le ravitaillement est effectué sur le Chantier à partir d'un réservoir portatif, des procédures de ravitaillement appropriées doivent être mises en œuvre pour prévenir les déversements et les risques d'incendie. Des pompes à main, des entonnoirs appropriés et des réservoirs de carburant standards dédiés doivent être utilisés. L'utilisation de réservoirs réutilisés ponctuels et d'entonnoirs de fortune est interdite.
- 11.3.5. Les déchets contaminés par des hydrocarbures doivent être éliminés correctement pour éviter les risques d'incendie et la contamination de l'environnement.

11.4 Grues

- 11.4.1. L'Entrepreneur s'assurera que les certificats d'inspection et d'essais effectués conformément à la législation et aux normes applicables aux grues (mobiles, à tour et montées sur camions) sont disponibles sur demande de l'UNOPS. Lors de l'inspection des grues, le Coordinateur Technique de l'UNOPS peut exiger l'amélioration de certains aspects des grues avant que l'Entrepreneur ne soit autorisé à utiliser la grue sur le Chantier.
- 11.4.2. L'Entrepreneur doit s'assurer que lorsque des grues à tour sont utilisées, elles sont conçues, installées, supervisées et utilisées par des personnes compétentes.
- 11.4.3. Toutes les grues mobiles doivent utiliser des plaques de répartition sous les stabilisateurs pour s'assurer que la répartition de la charge est comprise dans la capacité portante du sol sous-jacent. Une personne compétente doit vérifier la capacité portante du sol et les charges des stabilisateurs de la grue et préciser la taille des plaques de répartition requises.
- 11.4.4. Lorsque des services de grue sont utilisés sur le Chantier (mobile et/ou à tour), l'Entrepreneur doit s'assurer que les exigences suivantes sont respectées : adéquation des compétences de l'opérateur, certificats d'essai de charge valides (grues y compris équipements de levage) et inspections quotidiennes des grues. Toutes les élingues utilisées doivent être inscrites dans un registre et inspectées au moins une fois tous les six (6) mois.
- 11.4.5. L'Entrepreneur soumettra une évaluation des risques et des instructions écrites/plan de levage qui atténue les facteurs de risque spécifiques sur le Chantier où le levage aura lieu (p.ex., les effets de la vitesse du vent, l'interaction possible avec les lignes électriques aériennes et la présence de personnes dans la zone de déplacement de la charge).
- 11.4.6. Un plan de levage sera établi pour toutes les activités de levage sur le Chantier - se reporter au Formulaire HS11. Une attention particulière sera apportée aux opérations de levage critiques. Les opérations de levage critiques sont définies comme suit:
 - a. Tout levage qui utilise plus d'une (1) grue ou dispositif de levage
 - b. Tout levage supérieur à 20 tonnes
 - c. Tout levage impliquant une plate-forme de travail/cage surélevée
 - d. Tout levage situé au-dessus d'installations ou d'équipements critiques
 - e. Tout levage supérieur à 70 pour cent de la certification d'essai de charge valide de la grue
- 11.4.7. Toutes les grues mobiles devront être équipées d'un bac de rétention qui doit être mis en place sous la grue lorsque la grue est en service.
- 11.4.8. Les charges ne doivent pas être laissées suspendues à une grue.
- 11.4.9. Le levage et le transport ne peuvent être effectués que sous réserve des capacités de la grue spécifiées par le constructeur.
- 11.4.10. L'Entrepreneur devra, dans toute la mesure du possible, éviter toute activité de levage ou de montage au sein et/ou à proximité de toutes lignes électriques aériennes et/ou autres structures existantes. L'Entrepreneur obtiendra l'approbation du Coordonnateur Technique de l'UNOPS et des autorités compétentes avant toute activité de levage ou de montage prévue au sein ou à proximité des services existants et ou des lignes électriques aériennes.

11.5 Autres machines mobiles - chariots élévateurs/excavateurs/chargeuses frontales et chargeuses à direction à glissement

- 11.5.1. Lorsque des machines mobiles telles que les chariots élévateurs/excavateurs/chargeuses frontales et chargeuses à direction à glissement sont utilisées, ces machines doivent être entièrement vérifiées par l'Entrepreneur pour s'assurer qu'il n'y a pas de défauts avant utilisation. Lorsqu'elles sont propulsées par du gaz de pétrole liquéfié, l'Entrepreneur doit s'assurer que les inspections régulières examinent également les contrôles mis en place pour limiter la possibilité d'un incendie.
- 11.5.2. Les machines d'excavation doivent être vérifiées régulièrement par l'Entrepreneur avant leur utilisation.

12. SUPERVISION DES TÂCHES CRITIQUES

- 12.1. L'Entrepreneur s'assurera que l'exécution de tous les travaux spécifiés est supervisée pendant toute la durée du Contrat par un nombre suffisant de représentants compétents désignés de l'Entrepreneur, ayant une expérience dans le type de travaux spécifiés.
- 12.2. L'Entrepreneur n'autorisera pas la réalisation des travaux sans supervision. L'Entrepreneur ne doit pas non plus permettre aux travailleurs de créer des situations dangereuses ou de laisser des situations qui pourraient devenir dangereuses sans surveillance. Par exemple, une grue mobile ne doit pas être laissée avec sa flèche déployée et une trappe de visite ne doit pas être laissée ouverte.
- 12.3. Les tâches suivantes sont qualifiées de critiques (pouvant causer des dommages mortels ou graves aux travailleurs) et, à ce titre, l'Entrepreneur doit s'assurer de leur surveillance stricte et de leur pleine conformité aux exigences du Permis de Travail :
 - a. Travaux en hauteur (HS12)
 - b. Réparation et installations électriques (HS18)
 - c. Travaux par points chauds (HS09)
 - d. Travaux sous tension (HS17)
 - e. Opérations de levage incluant la manutention mécanique (HS11)
 - f. Travaux d'excavation (HS10)
 - g. Travaux de démolition (HS19)
 - h. Travaux dans des espaces confinés (HS08)
 - i. Travaux à proximité des accumulations d'eau et de liquides

13. TRAVAUX EN HAUTEUR

13.1 Prescriptions générales pour les travaux en hauteur

- 13.1.1. L'Entrepreneur doit envisager de réduire l'exposition aux travaux en hauteur en s'assurant que les travaux qui peuvent être effectués au sol sont effectués au sol.
- 13.1.2. Une évaluation des risques et des instructions/ procédures doivent être établis et approuvés par le Coordonnateur Technique de l'UNOPS avant le début des travaux en hauteur.
- 13.1.3. Les instructions doivent comprendre une description de la façon dont les éléments suivants doivent être abordés : formation et sensibilisation des travailleurs sur les dangers et les

contrôles pour les travaux en hauteur, type d'équipement à utiliser et précautions pour garantir que l'équipement est utilisé en toute sécurité, p.ex., vérifications des garde-corps, des échafaudages, des harnais de sécurité complets (ci-après dénommés « harnais de sécurité »), cordes de sécurité et signalisation.

- 13.1.4. Toutes les ouvertures doivent être protégées par une barrière physique suffisamment robuste pour empêcher toute personne qui s'appuie dessus accidentellement de chuter. La barrière doit être supérieure d'au moins 950 mm à la zone de la plate-forme. Si la barrière est un garde-corps, il doit être équipé d'une main courante (ou lisse) et d'une ou plusieurs sous-lisses pour empêcher que quelqu'un ne tombe sous le garde-corps. L'écart maximal autorisé entre les sous-lisses doit être de 470 mm.
- 13.1.5. Les plateformes de travail doivent être complètes afin que personne ne puisse chuter au travers du plancher. Elles doivent être sécurisées par des garde-corps de sorte à éviter les risques de chute.

13.2 Équipement de protection contre les chutes

- 13.2.1. Les harnais de sécurité doivent avoir une « longe double » et être en bon état (ne présentant pas de signes de détérioration). Chaque harnais dispose d'un numéro de série ou un autre moyen de l'identifier. L'Entrepreneur s'assurera que les harnais et les longes sont inscrits dans un registre et inspectés au moins une fois tous les trois (3) mois.
- 13.2.2. Le risque de chute pendant les travaux doit être évité à n'importe quelle hauteur mais surtout à une hauteur supérieure à 1,8 mètre. Cela inclut les situations dans lesquelles les travaux peuvent conduire à ce qu'une personne chute par-dessus ou sous les équipements de protection collective installés. Dans de telles situations, un dispositif approprié de retenue contre les chutes ou un harnais de sécurité doit être utilisé.
- 13.2.3. L'Entrepreneur s'assurera que tous les employés concernés sont formés à l'utilisation des harnais, y compris les techniques pour s'attacher aux points d'ancrage.
- 13.2.4. L'Entrepreneur doit installer une ligne de vie ou un autre point d'ancrage approprié et suffisant approuvé par le Coordonnateur Technique de l'UNOPS. La ligne de vie ne doit pas être reliée à l'échafaudage. L'inspection et l'essai des lignes de vie doivent être effectués quotidiennement par un superviseur désigné (qui est chargé d'inspecter l'équipement des lignes de vie, les harnais de sécurité et les installations d'échafaudage).
- 13.2.5. L'Entrepreneur prendra des dispositions pour empêcher que des objets et/ou matériels ne tombent depuis des zones élevées afin de protéger les personnes en dessous. Les plates-formes de travail doivent être équipées de plinthes pour éviter que des objets ne tombent ou ne soient éjectés. Les zones exposées aux risques de chute d'équipement doivent être correctement clôturées et l'accès à ces zones contrôlé. Des panneaux d'avertissement doivent être installés pour sensibiliser les gens au danger.
- 13.2.6. Tous les outils et équipements ainsi que les éléments associés, y compris, sans s'y limiter, les écrous, les boulons et les disques de meulage, etc., seront transportés/portés sur des plateformes de travail élevées dans des conteneurs appropriés et suffisants.
- 13.2.7. L'Entrepreneur s'assurera que tous les équipements et outils manuels peuvent être sécurisés au moyen de longes reliés soit à la personne soit à une structure, en tenant compte du fait que les outils manuels lourds ne doivent jamais être attachés à une personne car ils peuvent entraîner des chutes. Seuls les petits outils manuels peuvent être reliés aux utilisateurs. Lorsque les outils manuels ne sont pas utilisés, ils doivent être attachés à la structure.

13.3 Ouvertures dans lesquelles les gens pourraient tomber

- 13.3.1. L'Entrepreneur s'assurera que toutes les ouvertures sont couvertes par un dispositif de protection adapté qui sera hautement visible, conçu pour retenir les charges imposées, solidement fixé et qui est difficile à ouvrir.
- 13.3.2. La plaque doit être identifiée par une signalisation résistant aux intempéries afin d'indiquer clairement le danger de chute protégé par la plaque et le dispositif de protection. La signalisation peut être aux dimensions A4, contenir des symboles et des couleurs de « Danger » universellement reconnus, et rédigée dans une langue compréhensible par la main-d'œuvre.
- 13.3.3. Les ouvertures seront également protégées par un garde-corps rigide, fixé, capable de résister à la force d'une personne qui s'y heurte.

13.4 Interdictions (travaux en hauteur)

- 13.4.1. L'Entrepreneur s'assurera que les travaux en hauteur réalisés dans des conditions météorologiques présentant un risque pour la sécurité soient immédiatement interrompus.
- 13.4.2. Les travailleurs doivent utiliser des harnais de sécurité appropriés avec des longes doubles. Les harnais ou baudriers de sécurité qui ne sont pas conçus pour répartir la force de la chute sur l'ensemble du corps et maintenir l'utilisateur en position verticale sont interdites.
- 13.4.3. Ramper sur les poutres ou marcher sur les canalisations est interdit.

14. ÉCHAFAUDAGE

14.1 Exigences générales

- 14.1.1. Les échafaudages doivent être conçus et montés de manière à garantir la sécurité de leur utilisation. Ils doivent être complets avec toutes les plates-formes, socles, normes, registres, entretoisements, attaches et raccords en place. Ils auront également des garde-corps, des lisses, sous-lisses et des plinthes.
- 14.1.2. Les rôles et responsabilités du personnel chargé de l'échafaudage (concepteurs, monteurs, inspecteurs et démonteurs) doivent être dûment documentés par l'Entrepreneur, et l'Entrepreneur doit s'assurer que chaque personne a connaissance de ses rôles et responsabilités. Seules les personnes chargées de concevoir, de monter, d'inspecter ou de démonter des échafaudages seront autorisées à exercer ces activités.
- 14.1.3. Exigences relatives aux zones d'échafaudage : le matériel d'échafaudage ne peut être empilé/stocké que dans les zones d'installation dédiées, le matériel d'échafaudage ne doit pas entraver la bonne circulation des personnes dans la zone de d'installation, et la zone doit être sécurisée (p.ex. cadre d'échafaudage avec filet de sécurité orange).
- 14.1.4. Tous les utilisateurs d'échafaudages doivent s'assurer que les trappes sont fermées et sécurisées lorsqu'ils travaillent sur les plateformes.

14.2 Installation, altération et démontage

- 14.2.1. Les méthodes d'installation, d'altération et de démontage doivent être documentées par l'Entrepreneur dans une procédure, y compris les moyens de sécuriser les planches d'échafaudage.
- 14.2.2. L'Entrepreneur doit s'assurer que les monteurs d'échafaudages sont formés et déclarés compétents. Le personnel non formé n'est pas autorisé à installer, altérer, inspecter ou démonter des échafaudages.
- 14.2.3. L'Entrepreneur assigne une personne légalement autorisée et compétente pour s'assurer qu'un échafaudage est adapté à son usage et sûr avant de le remettre à l'utilisateur. Après avoir vérifié l'échafaudage, la personne doit mettre une étiquette pour indiquer si l'échafaudage est sûr ou dangereux à utiliser.
- 14.2.4. Les échafaudages doivent être inspectés :
- Avant leur première utilisation
 - Après toute altération
 - Après tout événement affectant leur stabilité
 - Après des intempéries
 - Dans les sept (7) jours suivant la dernière inspection lorsque l'échafaudage est en cours d'utilisation
- 14.2.5. Les monteurs d'échafaudages doivent veiller à ce que des mesures de prévention des chutes soient en place et assurer une bonne communication pendant les phases d'installation et de démontage. Cela doit être documenté dans la procédure requise.
- 14.2.6. Les planches d'échafaudage devant être utilisées pour l'échafaudage ou le démontage des échafaudages doivent toujours être correctement sécurisées pour empêcher leur déplacement.
- 14.2.7. Pendant le démontage, tous les objets non fixés doivent être retirés de l'échafaudage avant le démontage.

15. ÉCHELLES (PORTABLES)

15.1 Exigences générales

- 15.1.1. Toutes les échelles doivent avoir un numéro d'identification, être enregistrées dans un registre spécifique, et être inspectées par une personne compétente et par l'utilisateur avant utilisation.
- 15.1.2. Les échelles endommagées seront marquées comme « ENDOMMAGÉES » et retirées du Chantier du projet (ou d'autres endroits, le cas échéant, selon les spécifications fournies dans le Contrat comme faisant partie du Chantier) et remplacées par des échelles dont l'état de fonctionnement est certifié.
- 15.1.3. En montant ou descendant des échelles, le Personnel de l'Entrepreneur doit maintenir en permanence trois (3) points de contact et doit faire face à l'échelle.

15.1.4. Les pieds des escabeaux doivent être entièrement écartés et les barres correctement verrouillées.

15.1.5. Les escabeaux ne doivent pas être utilisés comme des échelles simples.

15.2 Utilisation des échelles

15.2.1. Toutes les échelles utilisées pour l'accès doivent être sécurisées par fixation par le haut ou maintenues par le bas pendant toute la durée d'utilisation.

15.2.2. Les échelles métalliques portatives ne doivent pas être utilisées à proximité de circuits électriques sous tension.

15.2.3. L'échelle sera placée de manière à ce que la distance entre le bas de l'échelle et le point de support soit d'environ 1/4 de la longueur d'échelle entre les supports.

15.2.4. Lorsqu'il utilise une échelle pour accéder à une position élevée comme un toit, l'installateur doit s'assurer que les montants de l'échelle s'étendent au moins 1 mètre au-dessus de la position de descente, ou que des barres d'appui sont présentes.

15.2.5. L'échelle doit être placée sur un sol stable et de niveau.

15.2.6. Les travailleurs doivent porter un harnais de sécurité et attacher les longes à un point d'ancrage sécurisé à chaque fois que les deux mains doivent être utilisées pour les travaux ou lorsque les travailleurs sont exposés à une chute supérieure à 1,8 mètre.

15.2.7. Les échelles ne doivent pas être utilisées comme plateformes de travail. Elles ne doivent être utilisées que pour accéder au niveau de travail. Une plate-forme de travail appropriée, telle qu'un échafaudage, doit être mise en place.

16. EXCAVATIONS

16.1 Exigences générales

16.1.1. L'Entrepreneur devra, dans la mesure du possible, éviter toute activité d'excavation au sein et/ou à proximité des réseaux existants et/ou de toute autre structure. L'Entrepreneur devra également obtenir l'approbation du Coordonnateur Technique de l'UNOPS et des autorités compétentes avant toute activité d'excavation prévue à proximité des lignes de réseaux existants.

16.1.2. L'Entrepreneur doit obtenir l'autorisation de commencer les travaux d'excavation après avoir présenté une méthodologie de travail, une évaluation des risques et un permis d'excavation au Coordonnateur Technique de l'UNOPS.

16.1.3. L'évaluation des risques d'excavation doit identifier les risques qui comprennent, sans s'y limiter, le renversement des machines, l'enfouissement du personnel, la noyade du fait de l'accumulation d'eau et les dommages causés aux réseaux souterrains entraînant une électrocution ou d'autres incidents.

16.1.4. Toutes les excavations doivent être inspectées par une personne compétente désignée par l'Entrepreneur en début de service avant de commencer les travaux et après des intempéries. Les travaux ne peuvent commencer que si l'excavation est déclarée sûre. Une clôture et une

signalisation doivent être mises en place pour indiquer lorsque l'excavation présente un danger pour les travailleurs.

- 16.1.5. Des moyens d'accès/d'évacuation sûrs doivent être fournis soit par des échelles sécurisées, soit par inclinaison. Des escaliers peuvent être utilisés toutefois, ils doivent être inspectés à une fréquence régulière, et un registre doit être tenu décrivant les travaux d'entretien requis ainsi que leur fréquence.
- 16.1.6. Les excavations d'une profondeur supérieure à 1 mètre doivent être dotées d'une protection adéquate et suffisante des bords afin d'empêcher la chute des personnes et des véhicules.
- 16.1.7. Les excavations dans les rues ou dans d'autres lieux publics qui n'ont pas été clôturés seront couvertes afin d'éviter que des personnes ne tombent à l'intérieur de l'excavation. Les panneaux de déviation pour les zones d'excavation sur les routes et les rues seront placés bien avant l'excavation afin que les gens les voient avant d'arriver au niveau de l'excavation.
- 16.1.8. Si les travaux sont suspendus pour quelque raison que ce soit, l'Entrepreneur s'assurera que le Chantier soit laissé dans un état sûr pour le public, y compris les enfants des communautés avoisinantes. Cela comprend la maîtrise des risques qui peuvent survenir pendant l'arrêt des travaux (p.ex., s'assurer qu'il n'y a pas de risque que les enfants se noient en raison de plans d'eau provoqués par l'accumulation l'eau de pluie dans l'excavation).

16.2 Étayage et entretoisement

- 16.2.1. L'étagage et le blindage doivent s'appliquer aux excavations lorsqu'il existe un risque d'effondrement du sol non soutenu. Ces excavations doivent être inclinées ou talutées à l'angle minimum ou supportées à l'aide de systèmes de blindage ou de poutres et d'étais.
- 16.2.2. Pour décider de l'ampleur de l'étagage et du blindage, il faut tenir compte de l'augmentation de la pression au sol introduite dans les excavations par la présence de structures adjacentes. Il faut également tenir compte de l'augmentation de la pression qui résulte de l'accumulation de matériaux excavés trop proches du bord de l'excavation.
- 16.2.3. Lorsqu'il n'est pas possible d'incliner les côtés, l'évaluation des risques doit identifier les méthodes permettant de prévenir l'effondrement de l'excavation.
- 16.2.4. Après examen de l'évaluation des risques, de la méthodologie de travail et des conditions, le Coordonnateur Technique de l'UNOPS peut demander à l'Entrepreneur d'augmenter ou de réduire l'ampleur de l'étagage et du blindage.

16.3 Lignes de réseaux souterraines

- 16.3.1. Lorsqu'ils existent, l'Entrepreneur doit obtenir des plans détaillés auprès de l'autorité locale ou du prestataire de services afin d'identifier les lignes de réseaux enterrées susceptibles d'être affectées par les travaux d'excavation.
- 16.3.2. En cas d'exposition des câbles, ceux-ci doivent être couverts par des planches en bois ou par d'autres moyens et ce dès que possible après l'exposition afin d'éviter que des personnes ou des animaux ne marchent sur les câbles ou que des objets ne tombent dessus.
- 16.3.3. En cas de détérioration accidentelle des câbles, des canalisations ou des réseaux souterrains, les travaux seront arrêtés et les dommages signalés au Coordinateur Technique de l'UNOPS.

- 16.3.4. L'électricité sera coupée avant le début de l'excavation si l'excavation interfère avec des câbles électriques souterrains. Il appartient à l'Entrepreneur de notifier suffisamment à l'avance (conformément à la législation locale) le Prestataire de Services concernant la coupure.

16.4 Matériaux excavés

- 16.4.1. Les matériaux excavés doivent, en règle générale, être placés en retrait du bord de l'excavation à une distance au moins égale à la profondeur de l'excavation. Aucun matériau ne doit être stocké à proximité du bord de l'excavation pour éviter de placer une charge supplémentaire sur les murs de l'excavation.
- 16.4.2. L'Entrepreneur est responsable de la gestion des excavations pendant et après les travaux et doit prévoir des systèmes de clôture, d'éclairage, de signalisation et de gestion des interférences pour les lieux de passage, la circulation et le sauvetage dans les milieux aquatiques.
- 16.4.3. L'Entrepreneur devra prendre des mesures pour empêcher la chute ou le déversement des matériaux de construction lors du transport des matériaux d'excavation.

17. TRAVAUX DE DÉMOLITION

- 17.1. L'Entrepreneur doit s'assurer que, préalablement à la réalisation de tous travaux de démolition, un diagnostic technique détaillé de l'ouvrage à démolir est réalisé par une personne compétente et qu'une évaluation des risques et une méthodologie de travail ont été élaborés et soumis au Coordonnateur Technique de l'UNOPS. La possibilité d'un effondrement imprévu doit être prise en compte dans l'évaluation des risques et la méthodologie de travail.
- 17.2. Avant de commencer la démolition, l'Entrepreneur doit s'assurer que les réseaux tels que l'électricité, l'eau, l'égout et le gaz sont coupés.
- 17.3. L'Entrepreneur doit également s'assurer qu'il n'y a pas de personnes ou d'animaux dans l'ouvrage à démolir.
- 17.4. Les travaux de démolition ne doivent être entrepris et supervisés que par du personnel compétent.
- 17.5. Au cours de la démolition, l'Entrepreneur vérifiera l'intégrité de l'ouvrage à intervalles déterminés dans la procédure de travail, afin d'éviter tout effondrement prématuré.
- 17.6. L'accès au Chantier de démolition sera contrôlé pour s'assurer qu'il n'y a pas d'entrée non autorisée.
- 17.7. Les travaux de démolition impliquant des matières dangereuses telles que l'amiante devront être soigneusement planifiés et pris en charge par des experts compétents.

18. FONCTIONNEMENT DES CENTRALES À BÉTON, DES INSTALLATIONS DE CONCASSAGE ET DES BANCS D'EMPRUNT

18.1 Centrales à béton et installations de concassage

- 18.1.1. L'Entrepreneur s'assurera que les risques dans les centrales à béton et les installations de concassage sont identifiés et maîtrisés. Les risques comprennent les zones d'écrasement et de

pincement, les convoyeurs mobiles, les mâchoires des concasseurs et les lames de mélangeur en béton. Des dispositifs de protection des machines ou d'autres barrières physiques doivent être mis en place pour empêcher les personnes de s'exposer à ces dangers.

- 18.1.2. Les travaux de réparation, d'entretien ou de nettoyage dans le concasseur ou la centrale à béton ne doivent être effectués qu'après l'isolement, le cadenassage et l'étiquetage des sources d'énergie. Pour une installation de concassage par exemple, cela signifie que l'installation doit être désactivée et qu'un cadenas doit être placé sur le commutateur pour empêcher la mise en route accidentelle avant qu'un travailleur ne pénètre à l'intérieur de la chambre de concassage pour réparer les mâchoires.
- 18.1.3. L'Entrepreneur doit minimiser l'exposition des travailleurs à la poussière et au bruit en installant des postes de travail insonorisés et étanches pour les opérateurs et une rotation des travailleurs pour limiter l'exposition, ou d'autres dispositions visant à minimiser l'impact du bruit et de la poussière.
- 18.1.4. Toutes les personnes travaillant dans des centrales à béton et des installations de concassage doivent se voir attribuer un EPI doté d'une protection respiratoire et d'une protection auditive à une fréquence permettant de maintenir les EPI dans un état propre et utilisable.
- 18.1.5. Des panneaux d'avertissement doivent être affichés pour alerter les personnes sur les dangers de la centrale à béton ou de l'installation de concassage.

18.2 Bancs d'emprunt

- 18.2.1. L'Entrepreneur limite l'accès du public aux bancs d'emprunt.
- 18.2.2. Un parking désigné pour les petits véhicules doit être prévu. Les panneaux de signalisation doivent indiquer que tous les véhicules doivent se garer en marche arrière dans la zone de stationnement du banc d'emprunt.
- 18.2.3. L'Entrepreneur devra s'assurer que la circulation des camions, chargeuses frontales, excavateurs ou autres équipements mobiles est planifiée afin de s'assurer qu'il n'y a pas de collision lors des opérations de chargement dans le banc d'emprunt. La communication radio est utilisée pour la communication entre les opérateurs d'équipements mobiles ainsi qu'entre les opérateurs et toutes les vigies qui participent aux opérations de chargement.
- 18.2.4. Les bancs d'emprunt qui accumulent de l'eau représentent un risque élevé de noyade pour les enfants et le bétail de la communauté locale. L'Entrepreneur devra assurer la sécurité des bancs d'emprunt en réaménageant le terrain pour éliminer les pentes raides et minimiser l'accumulation d'eau.
- 18.2.5. La communauté locale peut demander la réutilisation du banc d'emprunt afin de l'aménager comme source d'eau pour le bétail, pour irriguer les récoltes ou pour d'autres utilisations. Ces arrangements doivent prendre la forme d'un accord formel entre l'UNOPS, l'Entrepreneur et les dirigeants de la communauté/l'autorité locale, indiquant que la collectivité a été informée des dangers que pose le banc d'emprunt et qu'elle assume la responsabilité des mesures de sécurité du banc d'emprunt.

19. TRAVAIL PAR INTEMPÉRIE

19.1 Travaux de construction effectués pendant les orages

- 19.1.1. Le projet s'appuiera sur les informations fournies par les autorités locales ou les médias pour planifier les conditions météorologiques défavorables.
- 19.1.2. Pendant les orages, l'Entrepreneur devra s'assurer du retrait de tous les employés qui travaillent en hauteur, sur des grues et des surfaces en acier de construction ajourées, même lorsqu'elles sont mises à la terre.
- 19.1.3. Après l'orage, les risques sur le terrain doivent être évalués et la présence d'eau prise en compte avant que les travaux ne se poursuivent.

19.2 Fonctionnement des grues par temps de pluie ou de neige

- 19.2.1. Les opérations de levage doivent s'arrêter lorsque la quantité de pluie ou de neige affecte la visibilité.
- 19.2.2. Pour les orages, le fonctionnement des grues doit cesser en cas d'éclairs dans un rayon de 10 km et en cas de vent supérieur à 32 km/h .

19.3 Travaux de construction réalisés sous la pluie/la neige

- 19.3.1. Par temps de pluie/de neige, tous les travaux sur les structures métalliques doivent cesser. Les travailleurs doivent être protégés contre les effets néfastes des conditions météorologiques sur leur santé, p.ex. en offrant un abri aux travailleurs.
- 19.3.2. Aucun outil électrique ne peut être utilisé en cas de pluie ou de chute de neige dans les zones ouvertes.
- 19.3.3. Les travaux électriques peuvent être effectués dans des zones résistant aux intempéries où il n'y a pas de risque d'électrocution. Les zones accessibles pour les travaux par temps de pluie et de neige sont les ateliers, les bureaux et les travaux au sol où les conditions peuvent être maintenues dans un état sec et sûr.
- 19.3.4. Tous les employés qui sont tenus de continuer à travailler sous la pluie/la neige doivent recevoir des vêtements et des chaussures de protection étanches. Le Coordinateur Technique de l'UNOPS doit examiner et approuver les vêtements et les chaussures.

19.4 Activités d'échafaudage par intempérie

- 19.4.1. Pendant les intempéries, les travaux d'échafaudage seront limités à un minimum de travaux critiques.

19.5 Tous les utilisateurs d'échafaudages doivent :

- 19.5.1. S'assurer qu'ils n'utilisent que des échafaudages qui ont été inspectés. Les échafaudages doivent être inspectés avant utilisation et après les intempéries (pluie, vent, neige).
- 19.5.2. S'assurer que les risques associés aux travaux en hauteur pendant les intempéries sont identifiés et raisonnablement atténués.

- 19.5.3. Attention aux risques de glissade et de trébuchement lorsque vous effectuez des travaux pendant des intempéries.

19.6 Conduite par intempérie

- 19.6.1. L'Entrepreneur s'assurera que le risque de conduire par temps de pluie/neige/vent violent est suffisamment couvert dans son évaluation des risques.
- 19.6.2. L'évaluation des risques peut comprendre (mais sans s'y limiter) la planification des routes, la réduction de la vitesse, la planification des situations d'urgence, les dispositions en cas de conduite sur route glissante et en cas de visibilité limitée.

20. LEVAGE/ABAISSMENT DES CHARGES À LA MAIN (CORDAGE)

20.1 Exigences générales

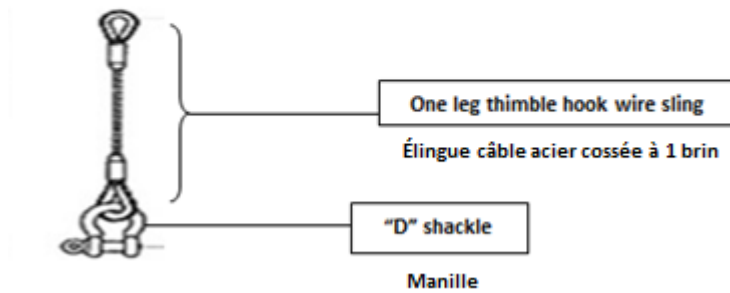
- 20.1.1. Le levage ou l'abaissement de l'équipement à la main en utilisant une corde présente un risque élevé et entraîne souvent une chute de charges et des accidents corporels.
- 20.1.2. L'option la plus sûre est donc de ne pas autoriser cette activité, mais plutôt d'utiliser d'autres moyens pour lever/abaisser les charges. Si cela n'est toutefois pas pratique et qu'une charge doit être levée ou abaissée à la main, les lignes directrices de la Section 20.2 ci-dessous s'appliquent.

20.2 Exigences en matière de charge

- 20.2.1. Seules les charges de 20 kg en masse ou moins peuvent être levées ou abaissées à la main à l'aide d'une corde.
- 20.2.2. S'assurer que tous les équipements, outils et matériaux à lever/abaisser sont placés dans un sac ou un conteneur et sécurisés sur la corde de manière à ce que la charge ne puisse se détacher ou chuter du sac ou du conteneur. Le sac ou le conteneur doit avoir une résistance suffisante pour qu'il ne se brise pas pendant que la charge est levée ou abaissée.
- 20.2.3. Les charges ne doivent pas être reliées à la corde par un nœud. Au lieu de cela, un raccordement mécanique doit être utilisé: manille en forme de D reliée à un anneau fixé sur la corde (élingue) par épissure (voir figure ci-dessous) .

Example: Thimble and shackle on wire sling

Exemple : élingue câble acier avec cosses et manille



20.3 Exigences en matière de cordage

- 20.3.1. Avant l'utilisation initiale des cordes, celles-ci doivent être inspectées par l'élingueur. L'Entrepreneur doit s'assurer qu'il existe un plan d'inspection périodique des cordes par un élingueur. Les utilisateurs doivent effectuer une inspection visuelle afin d'identifier les vices avant chaque utilisation de la corde et consigner les résultats.
- 20.3.2. Le brin mort (l'autre extrémité de la corde) où la charge n'est pas fixée doit être fermement fixé à un point d'ancrage solide lors des opérations de levage/d'abaissement.
- 20.3.3. L'Entrepreneur doit tenir des registres des essais non destructifs effectués sur des cordes si ces tests sont requis par la législation nationale.

20.4 Besoins en personnel

- 20.4.1. La zone sous le Chantier de levage ou d'abaissement sera clôturée afin de s'assurer qu'aucune personne ne puisse circuler ou se tenir sous une charge suspendue.
- 20.4.2. Une personne doit être présente pendant les opérations de levage afin de faire respecter le contrôle de l'accès dans la zone clôturée.
- 20.4.3. Tout le personnel effectuant le levage ou l'abaissement à la main doit être compétent et informé des procédures de travail sûres.
- 20.4.4. Le personnel effectuant du levage ou abaissement à la main doit connaître les endroits potentiels où la charge peut se coincer ou s'accrocher pendant que le levage/l'abaissement a lieu et prendre des mesures pour éviter cela. Le personnel doit utiliser des EPI pour se protéger les mains.

21. STOCKAGE TEMPORAIRE ET UTILISATION DE LIQUIDES INFLAMMABLES

21.1 Exigences générales

- 21.1.1. L'Entrepreneur s'assurera que tous les lieux de stockage de liquides inflammables sont correctement identifiés par la signalisation requise et les capacités de stockage clairement marquées. Les Fiches de Données de Sécurité des produits doivent être disponibles à l'endroit où les produits chimiques et les liquides inflammables sont stockés.
- 21.1.2. Les zones d'entreposage des liquides inflammables doivent être pourvues d'un dispositif de rétention des déversements qui représente 110 pour cent du plus grand contenant ou 25 pour cent du volume total entreposé, la valeur la plus élevée prévalant.
- 21.1.3. L'Entrepreneur doit s'assurer que lorsque des liquides inflammables sont utilisés, appliqués ou stockés sur le lieu de travail concerné, cela est effectué de manière à ne pas causer de danger d'incendie ou d'explosion et à ce que la zone soit correctement ventilée.
- 21.1.4. Il est strictement interdit de fumer dans tout endroit où des liquides inflammables sont utilisés ou entreposés, et un affichage approprié et visible doit être placé à toutes les entrées de ces zones non-fumeurs. Des équipements de lutte contre les incendies doivent être installés dans des endroits appropriés autour de la zone de stockage des liquides inflammables.
- 21.1.5. L'Entrepreneur doit s'assurer que tous les récipients contenant des liquides inflammables sont fermés hermétiquement et conservés dans des endroits verrouillés lorsqu'ils ne sont pas utilisés et, après utilisation de leur contenu, sont retirés du chantier et éliminés en toute sécurité.

22. PRÉCAUTIONS CONTRE LES INCENDIES

22.1 Exigences générales

- 22.1.1. Toutes les mesures appropriées doivent être prises pour éviter les risques d'incendie. Ces mesures comprennent la fourniture d'un lieu de stockage suffisant et approprié pour les liquides, les solides et les gaz inflammables, l'interdiction de fumer près de substances inflammables, l'affichage d'une signalisation appropriée et la fourniture d'équipements de lutte contre les incendies.
- 22.1.2. Tous les équipements de lutte contre les incendies doivent figurer sur le Plan d'Établissement du Chantier.
- 22.1.3. Aucun feu ouvert n'est autorisé sur un quelconque Chantier de l'UNOPS. Le brûlage des déchets est interdit et tous les déchets résiduels doivent être placés dans la zone de déchets/décharge identifiée pour y être éliminés après avoir été triés, recyclés et réutilisés.

22.2 Zones fumeurs désignées

- 22.2.1. Les Entrepreneurs doivent prévoir des zones fumeurs désignées dans les zones qu'ils contrôlent de façon à ce qu'il ne soit autorisé de fumer que dans les zones autorisées, le plus loin possible des lieux de stockage de substances et liquides inflammables. L'emplacement doit être choisi de telle sorte qu'il y ait une exposition minimale d'autres personnes à la fumée du tabac.
- 22.2.2. L'Entrepreneur s'assurera que les zones fumeurs sont équipées de poubelles à déchets suffisantes (p.ex. une (1) pour les mégots de cigarettes et une (1) pour les déchets généraux), d'équipements de lutte contre les incendies et de la signalisation nécessaire, comme l'exige la législation.

- 22.2.3. L'Entrepreneur veillera à ce que la zone fumeur soit maintenue propre et rangée à tout moment.

23. TRAVAILLER À PROXIMITÉ DES ENVIRONNEMENTS AQUATIQUES

23.1 Exigences générales

- 23.1.1. L'Entrepreneur doit s'assurer que, lorsque des travaux de construction sont effectués sur ou à proximité d'un plan d'eau, des dispositions sont prises pour empêcher que les personnes ne tombent dans l'eau et que le sauvetage des personnes en danger de noyade fasse partie du Plan de Gestion des Situations d'Urgence.
- 23.1.2. Une évaluation des risques et une procédure de travail doivent comprendre au minimum (mais sans s'y limiter) les risques suivants : identifier les dangers potentiels tels que la noyade, le renversement des installations/équipements dans l'eau, les exigences de sauvetage, les exigences de signalisation obligatoire (p.ex. pour les gilets de sauvetage), les exigences relatives aux équipements de sauvetage (p.ex., les bouées de sauvetage, les crochets de sauvetage, les canots de sauvetage), la formation des équipes de sauvetage et le contrôle de l'accès.
- 23.1.3. L'Entrepreneur soumettra l'évaluation des risques, la procédure de travail et le Plan de Gestion des Situations d'Urgence au Coordonnateur Technique de l'UNOPS avant le début des travaux.
- 23.1.4. Des systèmes de protection des bords et de retenue en cas de chute doivent être utilisés pour empêcher les gens de tomber dans l'eau ou dans des corps liquides. Tout le personnel exposé au risque de noyade doit être pourvu d'un gilet de sauvetage et le porter pendant les travaux.
- 23.1.5. Des précautions doivent également être prises pour éviter que les équipements ne tombent dans l'eau ou dans des corps liquides.
- 23.1.6. Nul ne doit être autorisé à travailler seul à côté d'un plan d'eau ou d'un corps liquide ou d'une installation de stockage/retenue.

24. EMPILEMENT ET STOCKAGE

24.1 Exigences générales

- 24.1.1. Les Entrepreneurs doivent s'assurer que leurs Plans de Chantier comprennent des dispositions d'empilement et de stockage afin que toutes les zones d'empilement soient identifiées et gérées en toute sécurité. La planification du Chantier doit couvrir au minimum (mais sans s'y limiter) les éléments suivants :
- a. Exigences de manutention manuelle
 - b. Empilement/stockage en hauteur
 - c. Méthodes d'empilement/de stockage à utiliser
 - d. Plateformes de chargement et support des matériaux empilés/stockés
 - e. Exigences en matière de barrières et clôtures (p.ex. passerelles)
 - f. Exigences en matière de contrôle d'accès
 - g. Gestion des matériaux mis en quarantaine et/ou redondants
 - h. Intervention d'urgence

i. Précautions contre les incendies

- 24.1.2. L'Entrepreneur doit s'assurer qu'un superviseur est chargé de surveiller l'empilement et le stockage sur le Chantier. Le superviseur s'assurera que des aires de stockage adéquates sont fournies, qu'il y a des aires d'entreposage délimitées et que toutes les zones seront maintenues propres et sous contrôle.
- 24.1.3. Les matériaux et substances inflammables doivent être entreposés dans des aires d'entreposage conçues pour minimiser les risques d'incendie.

25. ENTRETIEN ET PROPRETÉ

25.1 Exigences générales

- 25.1.1. L'Entrepreneur s'assurera que les déchets sont gérés de manière efficace afin qu'ils ne deviennent pas un danger, p.ex., en augmentant la possibilité d'incendie, en créant des risques de chute ou en devenant un foyer d'organismes pathogènes.
- 25.1.2. Les Entrepreneurs doivent effectuer des inspections sur le Chantier et notamment des vérifications de l'entretien et de la propreté dans le cadre de leurs activités quotidiennes de surveillance. Les matériaux en vrac, y compris les EPI, ne doivent pas être laissés sans surveillance sur le Chantier pendant les heures de déjeuner ou de fermeture. Tous les matériaux, outils et équipements excédentaires doivent être stockés en toute sûreté et en toute sécurité dans des zones de stockage appropriées jusqu'à ce qu'ils soient retirés du Chantier.
- 25.1.3. Les Entrepreneurs doivent gérer les matériaux dépassants, pointus ou tranchants qui pourraient causer des dommages (p.ex., en veillant à ce que les clous qui dépassent des poutres soient pliés ou retirés, et en supprimant les barres d'armature dépassant du béton).
- 25.1.4. Une fois le chantier complété, l'Entrepreneur est responsable du nettoyage du Chantier et de l'élimination en toute sécurité de l'ensemble des matériaux, déchets, ouvrages provisoires et bases/fondations provisoires à la satisfaction du Coordonnateur Technique de l'UNOPS.

26. INSTALLATIONS DU PERSONNEL DE CHANTIER

26.1 Exigences générales

- 26.1.1. L'Entrepreneur met à disposition de ses employés des installations adéquates qui répondent aux exigences de l'UNOPS. La conception des installations, y compris les matériaux de construction, la taille et les emplacements des installations, doit être approuvée par le Coordonnateur Technique de l'UNOPS avant la mise en place des installations.
- 26.1.2. L'Entrepreneur doit fournir, sur chaque site de construction ou à une distance raisonnable de ceux-ci, les installations propres, hygiéniques et entretenues suivantes en plus des exigences sanitaires propres au projet :
 - a. Au moins une (1) installation sanitaire pour chaque sexe et pour 30 travailleurs. Chaque installation sanitaire doit être équipée d'un lavabo avec savon, de serviettes en papier et d'une poubelle pour l'élimination des produits sanitaires. Elle doit également être

culturellement acceptable, verrouillable de l'intérieur, sûre, bien éclairée et différenciée selon les sexes

- b. Au moins une (1) douche par sexe qui est distincte et verrouillable pour 15 personnes (cette exigence pourrait ne pas s'appliquer dans des zones restreintes dans certains endroits de la ville ou pour de très petits projets)
- c. Des vestiaires pour chaque sexe
- d. Espaces de restauration abrités avec lavabo et savon disponibles
- e. Tables et chaises stables dans les espaces de restauration et s'assurer que toutes les installations sont maintenues propres et sèches
- f. Des dispositions adéquates en matière d'éclairage et de sécurité pour s'assurer que les travailleurs peuvent utiliser ces installations en toute sûreté à tout moment

26.1.3. Le cas échéant, l'Entrepreneur doit fournir un logement raisonnable et approprié pour les employés sur les Chantiers de construction qui se trouvent à une distance éloignée de leur domicile et lorsqu'aucun transport adéquat entre le Chantier et le domicile des employés, ou tout autre logement approprié, n'est disponible. Lorsque des logements et/ou des transports sont fournis, il convient de tenir dûment compte de la sécurité de tous, et en particulier du personnel féminin et d'autres groupes sous-représentés ou vulnérables.

26.1.4. Des centres de premiers soins avec un médecin doivent être fournis sur les Chantiers éloignés et où ces services ne sont pas disponibles dans les villes et villages avoisinants.

26.1.5. L'Entrepreneur devra prévoir le positionnement, l'accès, le nettoyage et l'entretien d'installations sanitaires temporaires mobiles dans le cadre de projets de construction de routes ou pour des types de projets de construction similaires.

26.1.6. Le stockage mixte d'aliments, d'outils et/ou d'EPI dans le même compartiment/espace est strictement interdit.

26.1.7. L'Entrepreneur fournira des équipements adéquats de premiers soins et de lutte contre les incendies dans les postes de travail et les logements fournis par l'Entrepreneur. L'Entrepreneur devra dispenser une formation aux premiers soins et à la lutte contre les incendies afin que des secouristes et des pompiers soient facilement disponibles sur le Chantier et sur le camp/l'hébergement.

27. EAU POTABLE

27.1 Exigences générales

27.1.1. L'Entrepreneur veillera à ce que de l'eau potable soit disponible sur le Chantier à proximité des zones de travail, en tenant compte du fait qu'il est interdit de manger ou de boire dans les zones opérationnelles.

27.1.2. En cas de contamination de l'eau potable, l'Entrepreneur doit empêcher l'accès à celle-ci, fournir immédiatement une autre source d'eau potable et en rendre compte immédiatement au Coordonnateur Technique de l'UNOPS.

28. HYGIÈNE GÉNÉRALE

28.1 Exigences générales

- 28.1.1. L'Entrepreneur s'assurera des pratiques générales d'hygiène telles que le lavage des mains, les bonnes pratiques en cas de toux ou d'éternuement, l'interdiction de cracher sur le Chantier, l'utilisation d'EPI/de vêtements propres, et s'assurera que les distributeurs d'eau et les ustensiles alimentaires sont maintenus propres. Ces pratiques seront incluses dans le Système de Gestion de la Sécurité et seront mises en œuvre et surveillées sur le Chantier.
- 28.1.2. Les boissons alcoolisées, les drogues (stupéfiants/drogues récréatives) et les armes (pistolets, couteaux personnels, etc.) ne sont pas autorisées sur le Chantier de construction.
- 28.1.3. Aucune personne ayant consommé de l'alcool ou des drogues au cours des dernières 24 heures n'est autorisée sur le Chantier.
- 28.1.4. Le personnel sous traitement médicamenteux susceptible d'affecter ses performances doit en informer le superviseur et ne pas être autorisé à exercer des activités critiques en matière de sécurité conformément aux présentes exigences.
- 28.1.5. L'utilisation de téléphones portables n'est pas autorisée lors de l'utilisation de machines, d'équipements ou de véhicules.

29. ÉVALUATION DES RISQUES

29.1 Exigences générales

- 29.1.1. Une évaluation des risques avant le début des travaux et une évaluation des risques à chaque étape clé des travaux doivent être soumises par l'Entrepreneur au Coordonnateur Technique de l'UNOPS, qui les approuvera après s'être assuré que :
 - L'Entrepreneur a identifié tous les dangers prévisibles de l'activité évaluée, y compris les risques qui affectent certains groupes de travailleurs plus que d'autres, p.ex., les impacts des vibrations ou de l'exposition à des produits chimiques peuvent être plus élevés pour les femmes enceintes
 - Les dangers ont été classés par ordre de priorité (la combinaison de la gravité et de la probabilité)
 - Des mesures adéquates de contrôle/d'atténuation ont été documentées pour chaque danger
 - Les activités de routine et non courantes ainsi que les conditions particulières ont été prises en compte
- 29.1.2. L'Entrepreneur doit s'assurer que la main-d'œuvre est informée du contenu des évaluations des risques avant le début des travaux. Les travailleurs doivent signer le registre d'information pour reconnaître qu'ils ont été informés.
- 29.1.3. La ou les évaluations des risques seront examinées et modifiées si besoin afin de s'assurer que les Travaux progressent en toute sécurité. Les motifs de modification comprennent :
 - L'évolution des conditions du Chantier (étape du projet, météo, conditions du sol, etc.)
 - L'évolution des méthodes de travail

- Le changement des équipements
- Le changement de personnel
- Les enseignements tirés des incidents

29.1.4. L'UNOPS peut convenir de l'utilisation des formulaires de l'Entrepreneur pour l'évaluation des risques et d'autres aspects de la gestion de la santé et de la sécurité si ceux-ci sont jugés de qualité acceptable et ont été approuvés par le Chef de Projet de l'UNOPS.

29.2 Exemples de risque type du projet

29.2.1. Les dangers potentiels sont énumérés dans les présentes exigences HS afin de sensibiliser l'Entrepreneur aux dangers potentiels qu'il peut rencontrer sur le Chantier. Voir la liste ci-dessous.

Note : La liste n'est pas exhaustive et il incombe à l'Entrepreneur de s'assurer que tous les dangers relevant de son périmètre de travail sont identifiés, avant et pendant le projet, et que les évaluations des risques nécessaires sont réalisées.

Certains des dangers potentiels identifiés dans un projet type comprennent (mais sans s'y limiter) :

<p>Environnements dangereux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Espaces confinés • Poussière • Fumées • Brouillard • Conditions environnementales extrêmes (distances, températures extrêmes, service médical) • Conditions de situation extrême (p.ex., heures de travail) • Éclairage insuffisant • Bruit (plus de 85 dBA dans certaines zones) • Vibration • Pluie/humidité • Neige • Eau • Travaux susceptibles d'avoir un impact sur le public • Travaux en hauteur et sur des structures élevées au-dessus d'autres personnes (plans de protection contre les chutes requis) • Travaux dans et autour d'excavations ou d'ouvertures au sol • Travaux à proximité d'équipement mobile en mouvement • Travaux à proximité ou dans des structures existantes • Travaux à proximité des voies publiques / voies ferrées/plans d'eau • Travaux avec des produits chimiques • Travaux dans ou à proximité des installations électriques telles que les lignes électriques <p>Substances dangereuses :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Matériaux contenant de l'amiante • Risques biologiques • Produits chimiques • Diesel • Pétrole liquide • Solvants 	<p>Opérations dangereuses :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coulage du béton • Bétonnage • Ascenseurs de grue (parfois en cas de vent) • Installations de boîtes de distribution électrique • Montage et démontage des structures • Montage et démontage des échafaudages • Travaux de support au montage et au démontage • Excavations • Soudage/broyage/coupe • Dynamitage des tunnels • Utilisation d'explosifs pour les carrières de pierre • Empilage et forage <p>Équipements dangereux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Compresseurs d'air • Centrales à béton • Chaînes et élingues • Convoyeurs à bandes • Grues • Équipement de terrassement • Excavateurs • Échelles • Matériel de levage • Récipients sous pression • Échafaudage • Camions <p>Outils dangereux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Meuleuses d'angle • Scies circulaires • Outils électriques • Unités de soudage - arc et gaz • Jauge de densité nucléaire (Troxler) <p>Risques psychosociaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Stress
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

30. INSPECTIONS D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ

30.1 Exigences générales

- 30.1.1. L'Entrepreneur procédera quotidiennement à des inspections sur tous les lieux de travail en activité dans le cadre de la supervision quotidienne de routine. L'inspection sera effectuée par les Superviseurs et Responsables de l'Entrepreneur ainsi que par les Agents de la Santé et de la Sécurité au Travail.
- 30.1.2. Les résultats de l'inspection doivent être consignés dans le journal du Chantier de l'Entrepreneur ou tout autre journal d'observation équivalent. Au moins une (1) inspection formelle (enregistrée sur le formulaire d'inspection de l'UNOPS, HSE05 ou similaire) doit être enregistrée par l'Entrepreneur par semaine pour chaque Chantier en activité sur lequel l'Entrepreneur travaille.
- 30.1.3. Tous les travaux pour lesquels des dangers, des actes ou des conditions dangereuses sont constatés et qui présentent un risque de mort, de maladie grave ou de blessures graves pour les travailleurs ou d'autres personnes doivent être interrompus dès que ce risque est identifié. Le travail ne doit reprendre qu'après que le problème a été traité de manière efficace à la satisfaction du Coordonnateur Technique de l'UNOPS.
- 30.1.4. L'Entrepreneur s'assurera que tous les autres problèmes soulevés lors de l'inspection sont corrigés à la date butoir indiquée dans le rapport d'inspection. La date de réalisation des actions est indiquée dans le rapport d'inspection et le rapport d'inspection est mis à disposition pour vérification par le Coordonnateur Technique ou le Chef de Projet de l'UNOPS.
- 30.1.5. Les inspections du Chantier du projet doivent couvrir au minimum, sans s'y limiter, les éléments suivants :
- Équipement
 - Petit équipement (formulaire HS15)
 - Échafaudages (formulaire HS14)
 - Dispositifs de levage (formulaire HS16)
 - Câbles électriques
 - Extincteurs et trousse de premiers secours
 - Entretien et propreté
 - Installations sanitaires (toilettes et espaces de restauration)
 - Contrôle d'accès, clôtures et signalisation
- 30.1.6. Les manquements répétés aux exigences indiquées dans le présent document doivent être traités avec des mesures correctives strictes de la part de l'UNOPS conformément aux clauses contractuelles relatives aux manquements aux exigences en matière de santé et de sécurité.

31. SIGNALEMENT DES INCIDENTS

31.1 Exigences générales

- 31.1.1. Le signalement tardif des incidents ne sera pas toléré. L'Entrepreneur établira un processus de signalement des incidents qui garantit que les incidents sont signalés à l'UNOPS dès qu'ils se produisent et au plus tard six (6) heures après leur survenance.
- 31.1.2. Voici les incidents qui doivent être immédiatement signalés au Coordonnateur Technique de l'UNOPS :
- Toutes les blessures corporelles et maladies professionnelles sur le Chantier (décès, arrêts maladie, blessures ou maladies mineures)
 - Tous les incidents pouvant être signalés comme l'exige la législation nationale (projection ou chute d'objets, machines hors de contrôle, défaillance de la sécurité, renversement de substances dangereuses ou rejet non contrôlé d'une substance sous pression, non-respect des exigences en matière d'aptitude médicale)
 - Tout dégât matériel ou dommage causé à l'environnement
 - Les quasi-accidents à fort potentiel de blessure (quasi-accidents qui sont évalués comme ayant le potentiel d'entraîner des incidents mortels ou graves)
- 31.1.3. L'Entrepreneur collaborera avec le Coordonnateur Technique de l'UNOPS afin de s'assurer que tous les incidents de classe 2 (mineurs) sont étudiés pour en déterminer les causes profondes. L'Entrepreneur s'assurera également que les actions correctives et préventives résultant des incidents sont effectivement mises en œuvre.
- 31.1.4. Les incidents de classe 1 (décès, arrêt maladie de plus de sept (7) jours, et dégâts matériels supérieurs à 20 000 USD) doivent faire l'objet d'une enquête par une équipe dédiée convoquée par l'UNOPS. L'Entrepreneur coopérera pleinement dans l'enquête.
- 31.1.5. L'Entrepreneur ne devra en aucun cas partager des informations sur les incidents avec les médias, les organisations partenaires de l'UNOPS, les membres du public ou des tiers sans l'autorisation du Chef de Projet de l'UNOPS.
- 31.1.6. L'Entrepreneur s'assurera que les actions correctives et préventives résultant des enquêtes sur les incidents seront menées de manière efficace et dans les délais convenus.
- 31.1.7. L'Entrepreneur s'assurera également que les enseignements clés tirés d'autres chantiers qui lui ont été communiqués par le Coordonnateur Technique de l'UNOPS seront mis en œuvre dans le délai convenu avec le Représentant Technique de l'UNOPS.

31.2 Actions immédiates suite à un incident

- 31.2.1. Immédiatement après la survenance d'un incident, il faut avant tout s'assurer qu'aucune autre blessure ne se produise et que les blessés reçoivent les premiers soins suivis d'exams médicaux adéquats dans un établissement médical approprié. Il convient de s'efforcer de s'assurer que les autres travailleurs et membres du public soient mis à l'écart.
- 31.2.2. Les premiers soins, l'équipement de lutte contre les incendies, les kits de déversement et autres mécanismes d'intervention initiale doivent être utilisés pour limiter l'impact de l'incident avant que les services d'urgence, comme les ambulanciers et les pompiers, ou d'autres secours n'arrivent.
- 31.2.3. Une fois l'intervention initiale terminée, l'emplacement de tout incident grave et tout équipement en cause doivent être sécurisés pour aider à l'enquête en évitant que des preuves potentielles ne soient détruites.

32. MESURES D'URGENCE

32.1 Exigences générales

- 32.1.1. L'Entrepreneur devra élaborer des procédures d'urgence (y compris un Plan d'Urgence et d'Évacuation du Chantier/ de Sauvetage) sur la base de scénarios d'urgence possibles dans le contexte du projet qui pourraient affecter les travaux de l'Entrepreneur. Les procédures d'urgence doivent faire partie du Plan de Santé et Sécurité de l'Entrepreneur approuvé par le Maître d'Œuvre de l'UNOPS. Les exigences relatives aux premiers soins, à l'évacuation sanitaire et à l'intervention des pompiers sont traitées dans la procédure d'urgence.
- 32.1.2. L'Entrepreneur s'assurera que les équipements de lutte contre les incendies et les EPI nécessaires sont en place dans les domaines respectifs, sous réserve de l'approbation du Coordonnateur Technique et du Chef de Projet de l'UNOPS.
- 32.1.3. Ces procédures d'urgence doivent inclure (sans s'y limiter) :
- Le nom et les coordonnées d'une personne désignée et nommée à titre de coordonnateur d'urgence et des agents chargés de l'évacuation d'urgence du Chantier qui sont formés à la procédure d'urgence
 - Les moyens de communication entre les agents d'évacuation et le coordonnateur d'urgence (p.ex. téléphone mobile ou radio)
 - Les dispositions à prendre pendant les heures supplémentaires/le travail de nuit ou le week-end (le cas échéant)
 - Les moyens de communication pour informer les employés d'une urgence (sirènes, systèmes d'annonces publiques)
 - Un calendrier de réalisation d'exercices d'urgence sur la base de scénarios crédibles. Les exercices seront formellement consignés
 - La mise en place de chemins dégagés et de contrôles d'accès et lieux de rassemblement en cas d'urgence
 - Les numéros de téléphone d'urgence et des services d'ambulance doivent être disponibles et affichés sur le Chantier

33. GESTION DES DÉCHETS

33.1 Exigences générales

- 33.1.1. L'Entrepreneur disposera d'un Plan de Gestion des Déchets (PGD) pour le Chantier sous son contrôle. Le PGD fait partie du Plan Social et Environnemental du projet.
- 33.1.2. Le PGD doit identifier les mesures pratiques visant à réduire au minimum les déchets ou à réutiliser ou recycler les matériaux et les produits afin de réduire l'intensité matérielle et la production de déchets. D'autres stratégies peuvent également être appliquées, notamment :
- a. Substituer des matières premières ou intrants par des matières moins dangereuses ou toxiques, ou par celles dont le traitement génère des volumes de déchets moins importants
 - b. Réutiliser les déchets potentiels dans leur état actuel

- c. Appliquer des processus qui convertissent efficacement les matériaux, générant des rendements plus élevés du produit, y compris la modification de la conception du processus, des conditions d'exploitation et des contrôles des processus
 - d. Mettre en place des bonnes pratiques de gestion du site et de son exploitation, y compris le contrôle des stocks pour réduire la quantité de déchets résultant de matériaux périmés, hors norme, contaminés, endommagés ou en trop
 - e. Séparer les déchets pour éviter le mélange des déchets non dangereux et des déchets dangereux, minimisant ainsi le volume de déchets dangereux
- 33.1.3. Les employés doivent être formés à l'application du PGD. Cette formation peut être incluse dans la formation d'accueil spécifique au projet et/ou dans les discussions des réunions d'information. Une preuve doit être mise à disposition sur demande (registre d'accueil du site HSE07).
- 33.1.4. Tous les déchets de construction doivent être éliminés conformément à la législation nationale sur l'environnement. Ces déchets doivent être placés dans des récipients appropriés. L'Entrepreneur établira un registre des déchets détaillant le flux de déchets, la quantité, la date d'élimination et le lieu d'élimination pour chaque enlèvement de déchets.
- 33.1.5. Les déchets ménagers provenant des espaces de restauration et des installations sanitaires doivent être marqués et placés dans des récipients appropriés. Les déchets alimentaires ne doivent être jetés que dans des poubelles pour ordures ménagères. Les employés doivent être clairement informés de ces exigences.
- 33.1.6. Les déversements de diesel, d'huile et d'autres produits chimiques dangereux et de matériaux de construction comme le bitume doivent être évités en tout temps. Tous les équipements ayant le potentiel de déversements ou de fuites doivent être équipés de bacs de rétention. En cas de déversement, la source du déversement doit être identifiée et traitée. Le déversement doit être nettoyé immédiatement et tout élément contaminé doit être retiré et éliminé au moyen d'une méthode appropriée d'élimination des déchets avec l'approbation du Coordonnateur Technique de l'UNOPS.

34. ÉQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUELLE

34.1 Exigences générales

- 34.1.1. L'Entrepreneur s'assurera que tous les employés et visiteurs utilisent à tout moment les EPI approuvés en fonction des risques. Personne n'est autorisé à pénétrer sur le Chantier sans EPI (approuvé par l'UNOPS).
- 34.1.2. L'Entrepreneur s'assurera que des mesures sont prises à l'encontre de tout employé qui refuse systématiquement de porter l'EPI requis. Des mesures conformes aux Conditions Légales du Contrat seront prises à l'encontre de l'Entrepreneur si ce dernier ne met pas en œuvre les mesures appropriées pour contrôler ses employés.

34.2 Sélection des EPI

- 34.2.1. La sélection des EPI par l'Entrepreneur doit être fondée sur le processus d'identification et d'évaluation des risques, et effectuée selon les critères de performance et d'essais établis par des organismes nationaux de normalisation reconnus ou des organisations internationales.
- 34.2.2. L'Entrepreneur s'assurera que les EPI distribués sont de la bonne taille et que le personnel sait utiliser les EPI de manière appropriée. Les femmes doivent recevoir des EPI adaptés pour elles.

- 34.2.3. Tout le personnel d'un Chantier de construction de l'UNOPS doit au moins porter des chaussures de sécurité , un casque, des lunettes de sécurité et un gilet réfléchissant (ou un uniforme de travail équipé de réflecteurs).
- 34.2.4. L'Entrepreneur s'assurera que, pour les EPI du soudeur, des casques de soudage soient fixés sur les casques de chantier et équipés de respirateurs le cas échéant. Les ouvriers en charge de la soudure et de la coupe doivent porter une double protection oculaire appropriée (masque facial et lunettes de sécurité), des gants, un tablier et des guêtres. Une protection appropriée contre les projections d'étincelles doit être installée pour protéger les curieux et les passants.
- 34.2.5. Des EPI supplémentaires doivent être identifiés à l'issue des évaluations des risques pour des domaines et des tâches spécifiques. Ceux-ci peuvent comprendre des manches longues, des vêtements résistants aux arcs électriques pour tout type de travaux électriques sous tension, des gilets de sauvetage pour les ouvrages à proximité de plans d'eau, des protections auditives pour les Chantiers bruyants tels que les Chantiers impliquant l'utilisation de concasseurs, de marteaux-piqueurs, etc.
- 34.2.6. Pour les travaux avec des substances chimiques dangereuses, tous les EPI requis dans la Fiche de Donnée de Sécurité doivent être portés.
- 34.2.7. L'Entrepreneur doit mettre en œuvre les exigences et fournir les EPI spécifiques pour la zone du projet afin d'éviter l'apparition de maladies comme le coronavirus ou l'Ebola. Ces exigences peuvent être obtenues auprès de l'UNOPS avant de répondre à un appel d'offres de l'UNOPS.
- 34.2.8. L'Entrepreneur doit s'assurer que ses employés accusent bonne réception des EPI qui leur ont été remis et que les registres sont tenus et mis à la disposition de l'UNOPS sur demande.

35. ACCUEIL, INTÉGRATION ET FORMATION À LA SÉCURITÉ

35.1 Exigences générales

- 35.1.1. L'Entrepreneur s'assurera que tous ses employés suivent un parcours d'accueil, d'intégration et de formation adéquat pour l'exercice de leurs fonctions spécifiques.
- 35.1.2. L'Entrepreneur doit identifier tous les besoins en formation des travailleurs. Une matrice de formation (HSE18) doit faire partie du Plan HS et être respectée. Une fiche de présence (registres de formation) sera disponible sur le Chantier.

35.2 Formation

- 35.2.1. Le parcours de formation et d'intégration des travailleurs sur le Chantier doit prendre en compte les barrières linguistiques.
- 35.2.2. Tous les travailleurs exécutant des tâches faisant partie des risques critiques identifiés sur le Chantier recevront une formation couvrant les expositions aux risques les plus élevés , y compris, mais sans s'y limiter, les travaux en hauteur, les travaux dans des espaces confinés, la sécurité électrique, les travaux d'excavation, le levage et la manutention mécanique du matériel, le travail à proximité des équipements mobiles et de terrassement et le travail à proximité des accumulations d'eau/liquide.

35.3 Initiation à la sécurité

- 35.3.1. Tous les employés et visiteurs sont tenus de suivre une formation d'accueil lors de leur arrivée au chantier couvrant les risques généraux présents sur le Chantier de construction, l'évaluation des risques de construction, les règles et règlements, et d'autres aspects connexes. La formation sur le terrain spécifique aux travaux sera réalisée par un Superviseur de l'Entrepreneur compétent ou un formateur sur le Chantier.
- 35.3.2. L'Entrepreneur doit tenir des registres complets du personnel sous son contrôle participant à la formation d'intégration. Une attestation de réception et de compréhension de la formation doit être signée par toutes les personnes ayant reçu la formation.

36. RÉUNIONS D'INFORMATION ET INSTRUCTIONS QUOTIDIENNES

36.1 Exigences générales

- 36.1.1. L'Entrepreneur devra organiser des réunions d'information sur la sécurité au moins deux fois par semaine avec le Personnel du Chantier de l'Entrepreneur afin de sensibiliser le personnel à la santé et à la sécurité. Les thèmes de ces réunions seront basés sur les risques et tendances identifiés associés au projet.
- 36.1.2. Un porte-parole qui maîtrise une langue couramment comprise par tout le personnel doit animer la réunion d'information afin que les demandes de clarification ou les discussions puissent se faire dans une langue familière pour le personnel.
- 36.1.3. L'Entrepreneur doit s'assurer que les réunions d'information sont organisées en groupe de moins de 20 personnes afin de permettre une participation effective et que le lieu où les réunions se tiennent soit propice à une séance de communication efficace (i.e. niveaux de bruit, nombre de participants, visibilité, etc. à prendre en compte).
- 36.1.4. La preuve des réunions d'information sera conservée sur le Chantier (registre d'initiation au Chantier HSE07).

36.2 Instructions sur les tâches à effectuer

- 36.2.1. L'Entrepreneur doit s'assurer que les travailleurs reçoivent des instructions de travail adéquates avant de commencer leurs travaux de manière à ce qu'ils disposent des informations appropriées pour l'exécution de leurs tâches en toute sécurité. Les instructions comprennent des précautions spécifiques pour faire face aux risques identifiés dans l'évaluation des risques liés aux travaux et à tout autre risque pouvant survenir en raison de la nature des travaux et des conditions spécifiques au moment de l'exécution des tâches.
- 36.2.2. L'Entrepreneur doit tenir des registres consignants les instructions fournies et les signatures des travailleurs ayant reçu ces instructions pour les tâches comportant des risques telles que les travaux en hauteur, l'exécution de travaux d'excavation ou les travaux dans des espaces confinés.

37. RÉUNIONS DE CHANTIER SUR LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ

37.1 Exigences générales

37.1.1. L'Entrepreneur organisera une réunion de chantier hebdomadaire qui pourra être consacrée aux exigences en matière de santé et de sécurité ou dont ces exigences constituent un point permanent à l'ordre du jour. Les personnes tenues de participer à ces réunions sont (au minimum) le Maître d'Œuvre de l'Entrepreneur, l'Agent HSSE, les Superviseurs de la Construction, le ou les Coordonnateurs Techniques de l'UNOPS.

37.1.2. L'objectif/l'ordre du jour de la réunion de chantier est le suivant :

- a. Coordonner l'effort HS des employés de l'Entrepreneur (y compris les Sous-traitants) sur le Chantier
- b. Servir de forum où les Entrepreneurs individuels peuvent contribuer à l'amélioration des normes HS fixées pour le Chantier
- c. Coordonner les besoins de formation HS sur le Chantier et développer le programme d'accueil-de formation du projet pour répondre à l'évolution des besoins
- d. Examiner les incidents sur le Chantier et agir en tant que comité de pilotage global pour la performance HS

37.1.3. Les sujets HS à aborder lors de la réunion hebdomadaire incluent (au minimum) :

- a. Le plan de travail pour la semaine à venir
- b. Les retours d'expérience de l'UNOPS sur l'enseignement tiré des incidents
- c. Les enquêtes sur les incidents et non-conformités
- d. Les matières/substances dangereuses
- e. Les modalités de travail
- f. Les vêtements/équipements de protection
- g. L'entretien, la propreté et la gestion des déchets
- h. Les permis de travail
- i. Les mesures d'urgence
- j. Le contrôle de la circulation
- k. La formation
- l. Les activités à haut risque à venir
- m. Les questions générales de santé et de sécurité

37.1.4. L'Entrepreneur doit consigner les comptes rendus des réunions et les distribuer aux membres de son équipe et aux Sous-traitants dans la semaine qui suit la date de la réunion.

38. DOCUMENTATION HS EN FIN DE TRAVAUX

38.1 Exigences générales

39.1.1. Pendant et après l'achèvement des travaux de construction, l'Entrepreneur fournira au Chef de Projet de l'UNOPS une copie des documents suivants pour examen et approbation :

- a. Toutes les évaluations des risques associés à la construction
- b. Un Plan HS approuvé mis à jour

- c. Une liste de tous les Sous-traitants concernés, leurs coordonnées et leur périmètre d'intervention
- d. Un registre de tous les incidents
- e. Des rapports d'enquête de tous les incidents (avec toutes les mesures correctives réalisées)
- f. Des registres de tous les incidents signalés à l'Autorité de réglementation nationale, i.e. le ministère du Travail
- g. Des audits HS de l'UNOPS/l'Entrepreneur/la direction de l'Entrepreneur (établissement du chantier, conformité juridique, audits internes, externes et de chantier)
- h. Des copies de tous les rapports de non-conformité HS reçus/publiés (y compris les plans de mesures correctives et préventives)
- i. Un rapport HSSE complet (statistiques, reconnaissances, réalisations, leçons apprises)
- j. Des lignes directrices pour l'exploitation et la maintenance sécurisés de l'ouvrage réalisé (sous forme de document seul ou dans le cadre du manuel d'Exploitation et de Maintenance (E&M))

39. MESURES DE LA PERFORMANCE

39.1 Exigences générales

39.1.2. L'évaluation de la performance doit au moins couvrir les éléments suivants :

- a. Le statut de la mise en œuvre du Plan HS
- b. La fréquence des inspections
- c. La réalisation de la formation et des activités de sensibilisation
- d. Le nombre de mesures HS en cours par rapport au nombre total de mesures identifiées
- e. Le signalement des incidents et la réalisation d'enquêtes sur les incidents
- f. La diminution du ratio de fréquence des incidents

40. HYGIÈNE PROFESSIONNELLE

40.1 Éclairage

40.1.1. En l'absence d'éclairage naturel, l'Entrepreneur s'assurera que les lieux de travail sont équipés d'un éclairage artificiel suffisant pour promouvoir la santé et la sécurité des travailleurs. Toutes les sources lumineuses doivent être à faible consommation avec une émission de chaleur minimale.

40.2 Ventilation et température

40.2.1. L'Entrepreneur s'assurera que de l'air frais soit introduit pour les travaux dans des espaces confinés. Les systèmes de ventilation mécanique doivent être maintenus en bon état de fonctionnement. La pratique de recyclage de l'air contaminé est interdite.

40.2.2. Pour les espaces confinés, l'Entrepreneur doit s'assurer que la mesure de l'oxygène, du dioxyde de carbone ou d'autres niveaux de gaz pertinents avant et pendant l'exécution des tâches de travail est effectuée. Une personne doit être présente à l'extérieur de l'espace confiné pour superviser l'activité.

- 40.2.3. Les activités de construction/rénovation dans les établissements de santé actifs et les hôpitaux exigent une attention particulière pour atténuer les risques de santé et de sécurité tant pour les occupants des établissements que pour les ouvriers. L'Entrepreneur doit faire une évaluation des risques pour déterminer les contrôles requis. Ces contrôles peuvent inclure la fourniture de systèmes de ventilation adéquats et appropriés, l'utilisation d'EPI appropriés, etc.
- 40.2.4. L'Entrepreneur s'assurera que les risques associés au stress thermique sont pris en compte dans les évaluations des risques du chantier et que les mesures d'atténuation appropriées sont mises en place pour remédier aux risques spécifiques identifiés. Ces mesures peuvent comprendre des EPI pour la protection contre les le froid/la chaleur, le calendrier de planification des travaux et la gestion de la fatigue (p.ex., en réduisant le temps de travail et en augmentant les pauses), la fourniture de zones de repos ombragées et de l'eau potable pour la réhydratation.
- 40.2.5. La température humide ou une méthode nationale reconnue de rang égal devra être utilisée pour estimer la contribution de l'environnement de travail au stress thermique.

40.3 Matières dangereuses

- 40.3.1. L'Entrepreneur doit, dans la mesure du possible, éviter l'utilisation de toute substance dangereuse en la remplaçant par une substance qui, dans ses conditions normales d'utilisation, n'est pas dangereuse ou moins dangereuse pour les travailleurs, à la suite du respect du processus de contrôle des modifications afin d'inclure tout impact sur la responsabilité de la conception. Des précautions doivent être prises pour maintenir le risque d'exposition à un niveau le plus faible possible.
- 40.3.2. Dans certains endroits, les matières dangereuses peuvent inclure des restes explosifs de guerre. L'Entrepreneur ne peut procéder aux travaux qu'après la suppression des restes explosifs de guerre. La suppression des restes explosifs de guerre sera organisée par le Chef de Projet de l'UNOPS qui demandera à des unités spécialisées telles que le service de l'action anti-mines des Nations Unies (UNMAS) d'enlever, de manipuler et d'éliminer en toute sécurité les restes explosifs de guerre.
- 40.3.3. L'Entrepreneur devra procéder à l'élimination appropriée des matières dangereuses utilisées (telles que les huiles et lubrifiants usagés) et des produits chimiques provenant des démolitions.
- 40.3.4. Le nombre d'employés exposés ou susceptibles d'être exposés à des matières dangereuses doit être maintenu au minimum et le niveau d'exposition (concentration des matériaux et durée d'exposition) maintenu en deçà des limites d'exposition établies ou reconnues au niveau international.
- 40.3.5. L'Entrepreneur doit s'assurer que tous les contenants de produits chimiques et de matières dangereuses sont étiquetés et marqués pour en identifier le contenu. Les Fiches de Données de Sécurité doivent être facilement accessibles aux travailleurs exposés et au personnel de premiers soins sur le lieu de stockage ou en tout autre endroit où l'exposition est probable et ce dans un langage facile à comprendre.
- 40.3.6. L'Entrepreneur doit assurer une supervision adéquate des travaux, des pratiques de travail et de l'utilisation appropriée des EPI.

40.4 Bâtiments et installations

- 40.4.1. Tous les bâtiments et installations permanents/temporaires doivent être conformes à la réglementation nationale.
- 40.4.2. En l'absence de structures permanentes, l'Entrepreneur devra ériger des structures provisoires pour fournir des installations sanitaires et d'autres installations à ses employés exerçant des fonctions sur le Chantier conformément à la réglementation nationale.
- 40.4.3. L'Entrepreneur devra s'assurer que toutes les personnes présentes sur le Chantier aient facilement accès aux équipements et installations sanitaires. Tous les équipements et installations doivent, en permanence, être maintenus dans un état propre et hygiénique.

40.5 Amiante

- 40.5.1. L'Entrepreneur s'assurera qu'aucun matériau contenant de l'amiante ne sera autorisé sur le Chantier. Il s'agit notamment, mais pas exclusivement, de l'emballage, de l'isolation et des matériaux de construction.
- 40.5.2. L'Entrepreneur doit s'assurer que, lorsque la construction implique l'enlèvement des structures existantes contenant de l'amiante, le retrait et l'élimination de ces matériaux soient effectués par du personnel spécialement formé qui est certifié conformément à la législation nationale lorsqu'une telle législation existe.
- 40.5.3. L'Entrepreneur doit présenter un plan décrivant comment effectuer les activités d'enlèvement des matériaux contenant de l'amiante, y compris l'utilisation des EPI et la manière dont l'élimination finale des matériaux retirés doit être effectuée sans nuire aux personnes ou à l'environnement.

40.6 Ateliers

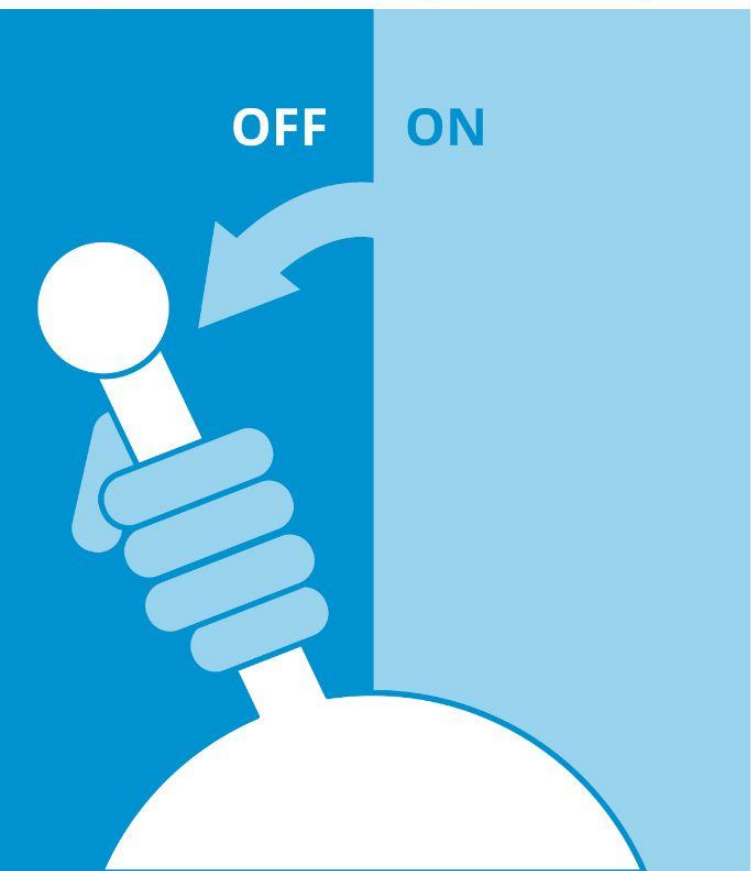
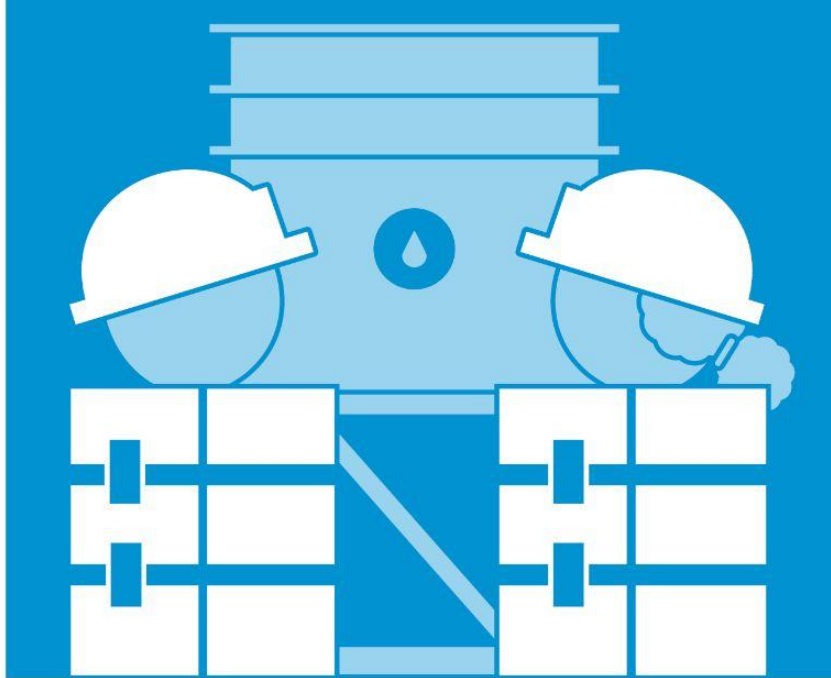
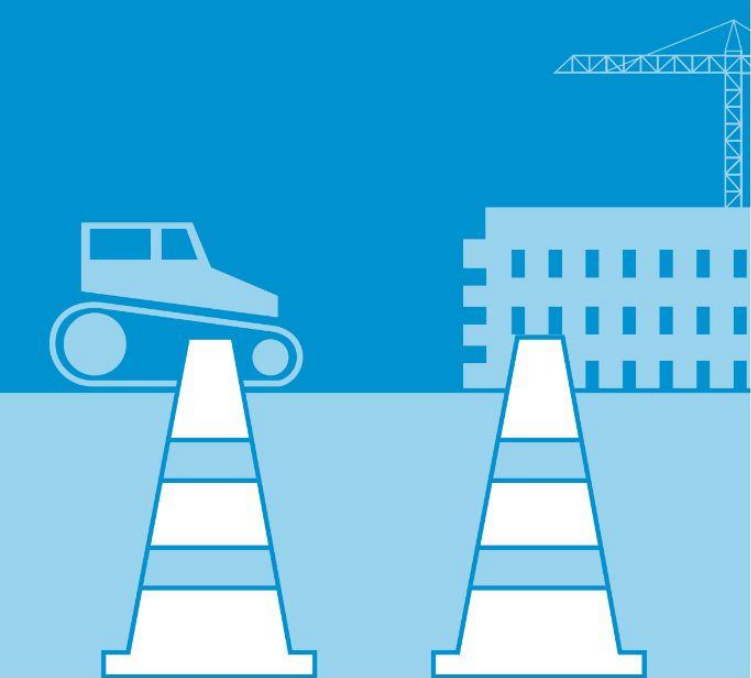
- 40.6.1. Les bureaux ne doivent pas être reliés directement aux ateliers (avec des portes s'ouvrant sur les ateliers).
- 40.6.2. L'air refoulé au moyen de systèmes d'extraction d'air dans les ateliers doit s'évacuer à l'air libre de manière à ce que l'air contaminé ne puisse pas recirculer dans l'atelier ou dans tout autre bâtiment ou espace fermé à proximité.

40.7 Laboratoires de test des matériaux de construction sur le Chantier

- 40.7.1. Les produits chimiques destinés au test des matériaux de construction doivent être marqués clairement et visiblement comme dangereux et ne doivent être manipulés que par des techniciens compétents et habilités.
- 40.7.2. L'Entrepreneur doit éviter l'utilisation d'équipements de test dangereux tels qu'une jauge de densité nucléaire (communément appelée Troxler). L'autorisation d'utiliser ces équipements dans des cas exceptionnels doit être demandée au Coordinateur Technique de l'UNOPS. Dans ce cas, des contrôles rigoureux doivent être mis en place pour s'assurer que le danger, comme la source radioactive dans le cas de la jauge de densité nucléaire, soit effectivement maîtrisé lors de l'utilisation et de la manipulation de tels équipements.

41. REFERENCES

- IFC, 2007. Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires générales.
- OIT, 2003. Activités normatives dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail : Étude approfondie en vue de l'élaboration d'un plan d'action, Rapport VI.
- Documentation de l'UNOPS
 - Liste modifiée - Risques mortels et significatifs de l'UNOPS
 - EOI.CSG.2017.02, Notification et gestion des incidents relatifs à la santé et la sécurité et la gestion sociale et environnementale
 - EOD.ED.2017.03, Santé et Sécurité au Travail et Gestion Sociale et Environnementale, UNOPS
 - Règles générales du Chantier GHS01
 - Règles d'or
 - Plan de Gestion de la Santé et de la Sécurité du Projet HS01
 - Établissement du chantier GHS12
 - Espaces confinés GHS1
 - Installations électriques GHS03 EN
 - Excavation GHS04
 - Levage GHS02
 - Travaux en hauteur GHS09



hsse@unops.org
www.unops.org



/unops



/company/unops



/unops.org



/unops_official



/unopsofficial

